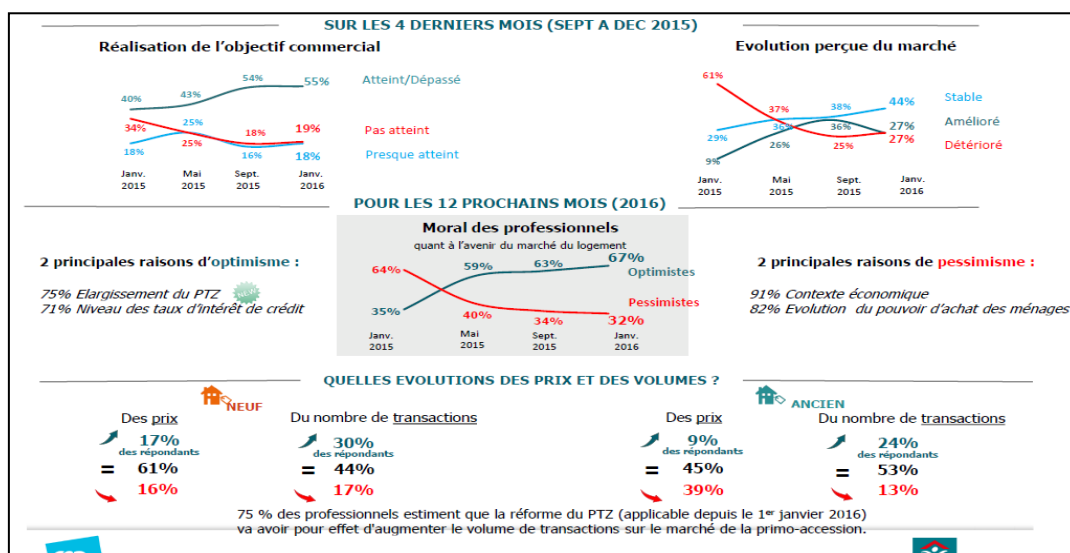


Le baromètre sur le moral des professionnels de l'immobilier

http://www.csa.eu/multimedia/data/sondages/data2015/baro_credit_foncier_professionnels_optimistes_avenir_du_marche_logement_2016.pdf

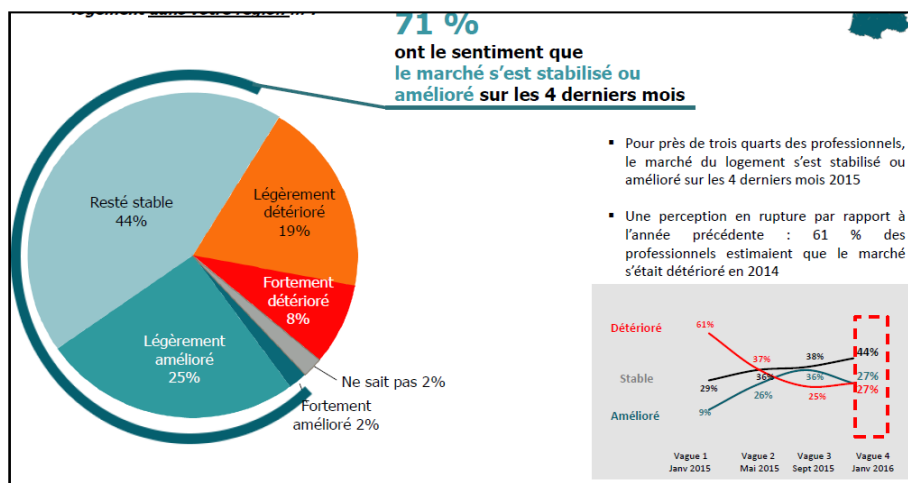
CSA – Janvier 2016 - Crédit Foncier

En synthèse : en un an, la proportion de professionnels, se déclarant optimiste sur l'avenir du marché du logement, passe de 35 % à 67 %



Près de trois quarts des professionnels considèrent que le marché du logement s'est stabilisé ou amélioré

- Au cours des quatre derniers mois, avez-vous le sentiment que le marché du logement dans votre région ... ?



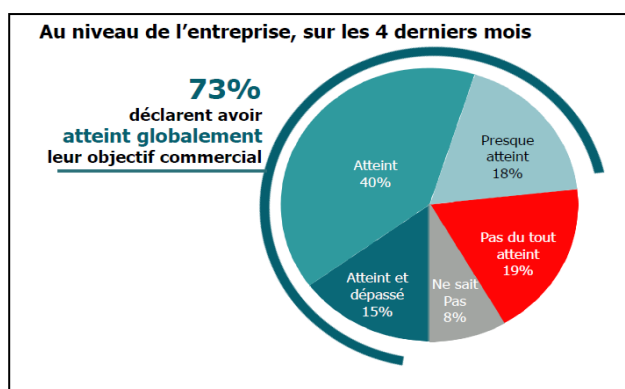
L'amélioration du marché est encore plus visible dans l'Ouest de la France

- Au cours des quatre derniers mois, avez-vous le sentiment que le marché du logement dans votre région ... ?

En %	IDF (n = 80)	Nord-Est (n = 82)	Nord-Ouest (n = 81)	Sud-Ouest (n = 82)	Sud-Est (n = 82)	France entière
TOTAL AMÉLIORÉ	30	23	30	28	26	27
dont Fortement amélioré	4	2	2	1	-	2
RESTÉ STABLE	40	42	46	49	43	44
TOTAL DÉTÉRIORÉ	30	33	24	20	28	27
dont Fortement détérioré	9	13	5	7	7	8

Dans ce contexte, plus de sept professionnels sur dix ont globalement atteint leurs objectifs commerciaux (73 %)

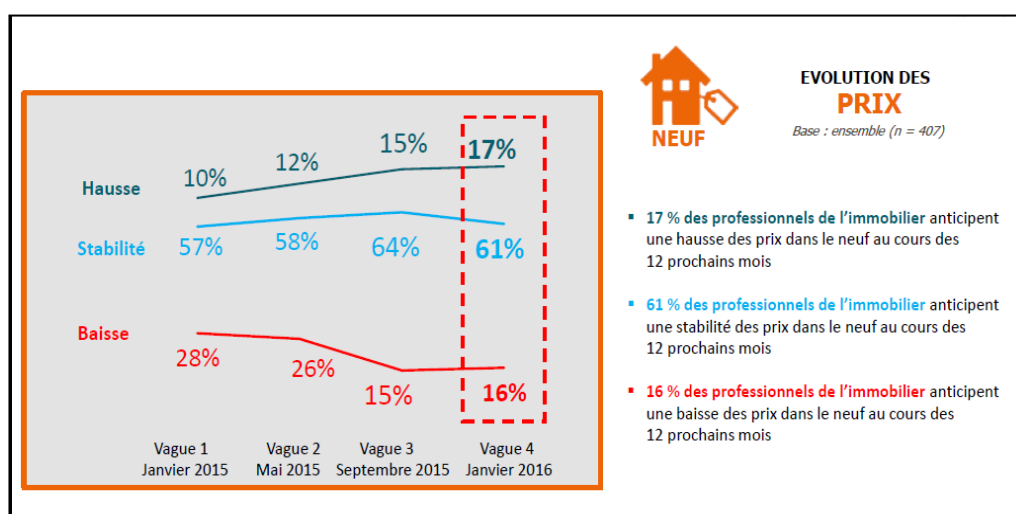
- Sur les quatre derniers mois, votre entreprise a-t-elle atteint son objectif commercial ?



Perspectives sur les prix et les transactions pour les douze prochains mois (2016)

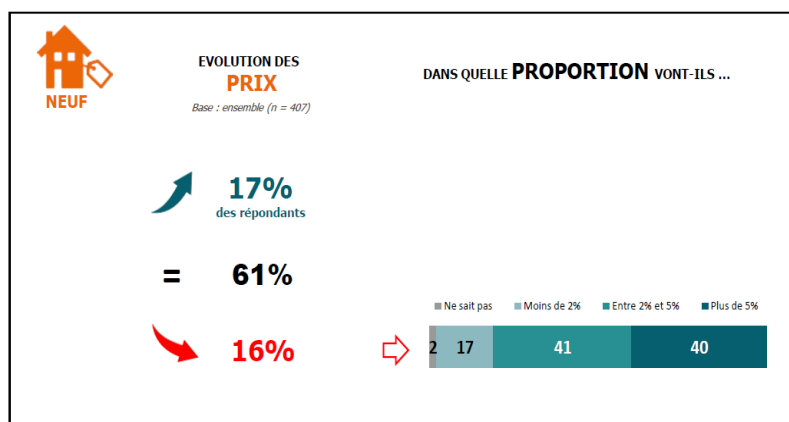
Prix dans le neuf en 2016 : la stabilité devrait se poursuivre pour 61 % des professionnels

- Selon vous, les prix de l'immobilier résidentiel dans le neuf, dans votre région, vont-ils augmenter, diminuer ou rester stable au cours des douze prochains mois ?



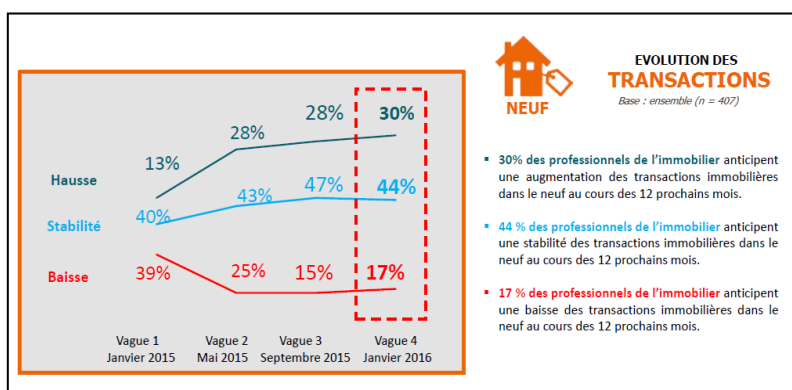
Prix dans le neuf en 2016 : l'ampleur de la baisse anticipée

- Selon vous, les prix de l'immobilier résidentiel dans le neuf, dans votre région, vont-ils augmenter, diminuer ou rester stable au cours des douze prochains mois ? Dans quelle proportion vont-ils augmenter/diminuer ?



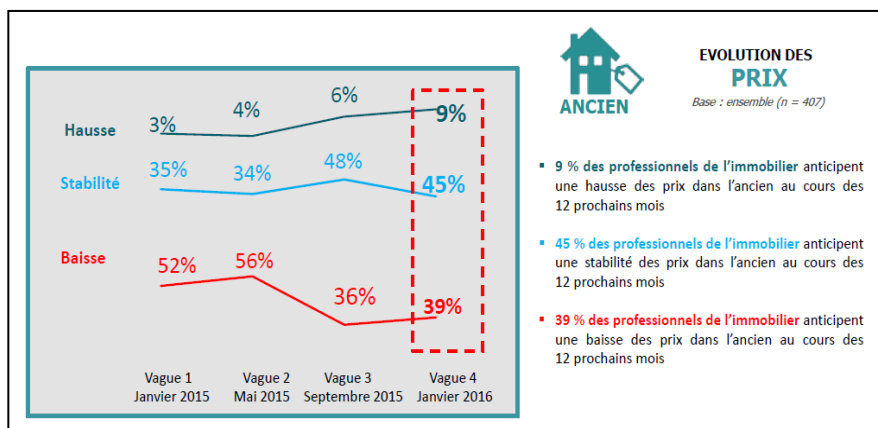
Transactions dans le neuf : la stabilité devrait se poursuivre pour 44 % des professionnels

- Le nombre de transactions immobilières résidentielles dans le neuf, dans votre région, va-t-il augmenter, diminuer ou rester stable au cours des douze prochains mois ?



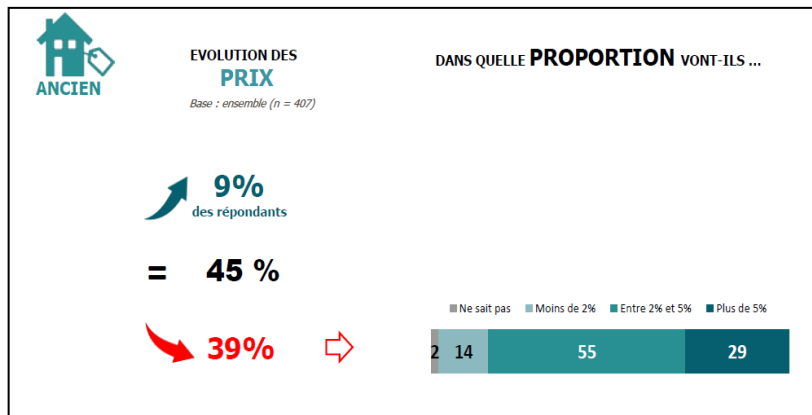
Prix dans l'ancien en 2016 : la stabilité devrait perdurer pour 45 % des professionnels

- Selon vous, les prix de l'immobilier résidentiel dans l'ancien, dans votre région, vont-ils augmenter, diminuer ou rester stable au cours des douze prochains mois ?

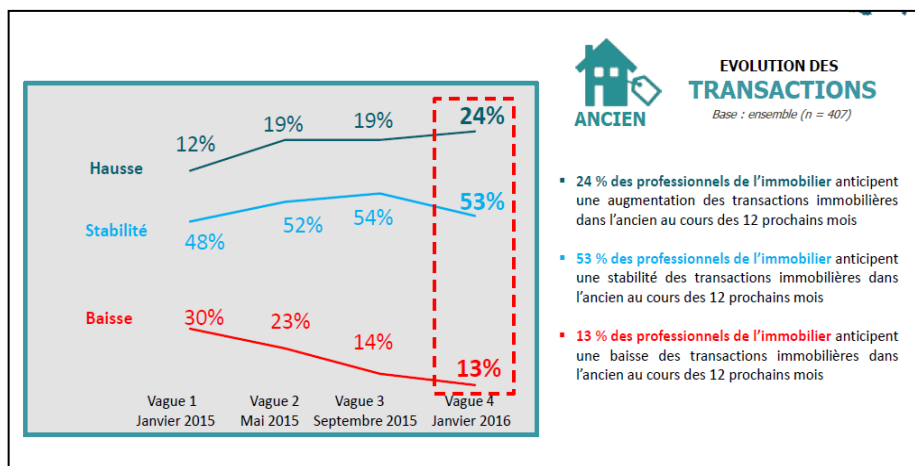


Prix dans l'ancien en 2016 : l'ampleur de la baisse anticipée

- Selon vous, les prix de l'immobilier résidentiel dans l'ancien, dans votre région, vont-ils augmenter, diminuer ou rester stable au cours des douze prochains mois ?
- Dans quelle proportion vont-ils augmenter/diminuer ?

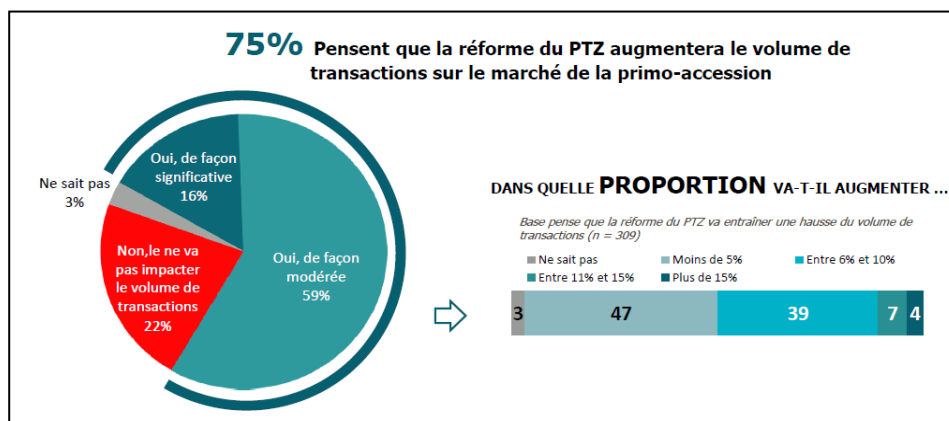


Transactions dans l'ancien : une stabilité des volumes anticipée par une majorité des professionnels (53 %)



La réforme du prêt à taux zéro applicable depuis le 1^{er} janvier 2016

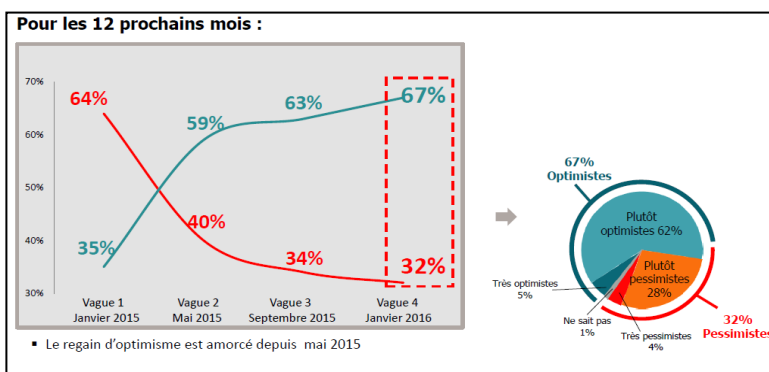
- Pour 75 % des professionnels de l'immobilier, la réforme du Ptz devait augmenter le volume de transactions sur le marché de la primo-accession



Moral des professionnels de l'immobilier

67 % des professionnels sont optimistes pour l'avenir du marché en 2016, contre 35 % un an auparavant

- Et au global, êtes-vous très optimiste, plutôt optimiste, plutôt pessimiste ou très pessimiste quant à l'avenir du marché du logement au cours des douze prochains mois, dans votre région ?



C'est en Ile-de-France que les professionnels sont le plus optimistes

- Et au global, êtes-vous très optimiste, plutôt optimiste, plutôt pessimiste ou très pessimiste quant à l'avenir du marché du logement au cours des douze prochains mois, dans votre région ?

En %	IDF (n = 80)	Nord-Est (n = 82)	Nord-Ouest (n = 81)	Sud-Ouest (n = 82)	Sud-Est (n = 82)	France entière
TOTAL OPTIMISTE	71	62	68	67	67	67
dont Très optimiste	6	1	5	3	7	5
TOTAL PESSIMISTE	29	38	31	30	31	32
dont Très pessimiste	0	6	3	7	5	4

Un optimisme qui concerne plus particulièrement les lotisseurs/promoteurs

- Et au global, êtes-vous très optimiste, plutôt optimiste, plutôt pessimiste ou très pessimiste quant à l'avenir du marché du logement au cours des douze prochains mois, dans votre région ?

	OPTIMISTES Base Optimistes (n = 273)	PESSIMISTES Base Pessimistes (n = 129)	
Élargissement du PTZ	75%	91%	Contexte économique de la France
Niveau des taux d'intérêt de crédit	71%	82%	Evolution du pouvoir d'achat des ménages
Dispositifs de soutien à l'achat immobilier	70%	50%	Evolution des prix de l'immobilier

Les raisons d'optimisme et de pessimisme

- Pour quelles raisons êtes-vous optimiste/pessimiste quant à l'avenir du marché du logement au cours des douze prochains mois ? (plusieurs réponses possibles)

En %	Agents immobiliers/ commercialisateurs (n = 101)	Lotisseurs/ promoteurs (n = 104)	Constructeurs de maisons individuelles (n = 102)	Gestionnaires de patrimoine/ Réseaux de défiscalisation (n = 100)	Toutes professions confondues (n = 407)
TOTAL OPTIMISTE	63	76	73	56	67
dont Très optimiste	2	3	7	7	5
dont Plutôt optimiste	61	73	66	49	62
TOTAL PESSIMISTE	37	22	27	40	32
dont Plutôt pessimiste	36	18	21	36	28
dont Très pessimiste	1	4	6	4	4

Cible interrogée par téléphone	
407 professionnels de l'immobilier* dont :	
■ 4 catégories de répondants	
Agents immobiliers, Commercialisateurs	101
Lotisseurs, Promoteurs	104
Constructeurs de maisons individuelles	102
Gestionnaires de patrimoine, Réseaux de défiscalisation	100
■ 5 régions (découpage de la France en 5 ensembles)	
Ile-de-France	80
Nord-Est	82
Nord-Ouest	81
Sud-Ouest	82
Sud-Est	82
Dates de terrain	
du mardi 24 novembre au mercredi 2 décembre 2015	

===== FICHE TECHNIQUE =====

Un baromètre pour prendre le pouls du marché du logement et dégager les tendances à venir. Depuis fin 2004, le Crédit Foncier avec l'institut sondage Csa mesurent le moral des professionnels de l'immobilier. Une première enquête a été publiée début Janvier 2015, une seconde en Mai 2015 et une troisième en Septembre 2015. Il s'agit ici des résultats de la quatrième administrée fin Novembre/début Décembre 2015 et publiée le lundi 4 Janvier 2016. Réalisé tous les quatre mois auprès d'un échantillon représentatif de 400 professionnels, ce baromètre est organisé en trois parties : vue rétrospective : quelle perception ont les professionnels du marché du logement des quatre mois écoulés (troisième trimestre 2015) ; vue prospective : quelle devrait être l'évolution des prix et des transactions dans le neuf et l'ancien pour les douze prochains mois (sur l'année 2016) ; moral des professionnels de l'immobilier pour les douze prochains mois.

Immobilier : les français de moins en moins tentés par l'achat

<http://www.ipsos.fr/decrypter-societe/2016-02-18-immobilier-francais-moins-en-moins-tentes-par-l-achat>

Ipsos – Février 2016

Aucun signe de réelle amélioration quant à l'intention d'achat des Français malgré les mesures actuelles et les réformes en cours. Mais l'indicateur du logement neuf 2016 montre un regain d'attractivité potentielle pour le neuf. Alors que depuis le 1^{er} Janvier 2016, de nouvelles mesures gouvernementales sont entrées en application (élargissement du prêt à taux zéro, loi Pinel ou encadrement des loyers à Paris), ces mesures ne réussissent pas à convaincre les Français à franchir le pas de l'acte d'achat, malgré des conditions de financement facilitées. En Janvier 2016, 11 % des Français ont l'intention d'acquérir un logement au cours des douze prochains mois, ce qui constitue le niveau le plus bas jamais enregistré. Ils étaient 12 % en Janvier 2013 et 13 % en Janvier 2014 et 2015. C'est parmi les catégories socio-professionnelles supérieures (16 %), les locataires de maison dans le secteur privé (22 %) et les 25-34 ans (23 %) que l'on dénombre le plus d'acheteurs potentiels.

Si la baisse des intentions d'achat s'observe dans l'ensemble, le neuf semble gagner en attractivité par rapport à l'ancien. La préférence pour un logement neuf progresse ainsi de 5 points, à hauteur de 45 %, quant à la préférence pour l'ancien reste constante par rapport à Septembre 2015 (52 %). L'attractivité du neuf auprès des jeunes (- de 35 ans) se confirme : 55 % déclarent préférer se tourner vers ce type de logements plutôt que vers l'ancien (44 %). A l'inverse, 61 % des propriétaires opteraient pour le logement ancien, 35 % pour le neuf. Au total, l'indicateur du logement neuf atteint 4,9 % de la population française. On assiste à une certaine continuité par rapport à Septembre 2015. Compte-tenu des éléments préalablement explicités, on constate que ce sont les 25-34 ans qui restent le plus attirés par une future acquisition dans le neuf (11 %). La meilleure attractivité du neuf s'explique par l'absence de travaux à réaliser avant d'emménager (33 % - argument en baisse de 6 points par rapport à la même période l'année dernière). A l'inverse, la préférence pour le neuf est en hausse par rapport à l'année dernière (24 % la citent, contre 16 % en Janvier 2015), de même que l'agencement plus fonctionnel (16 %, + 4 pts). Le respect des normes environnementales (12 %, - 1 pt), le meilleur rapport qualité/prix (5 %, - 2 pts), de meilleures conditions de financement (4 %, stable) les aides et mesures gouvernementales (1 % ; + 1 pt) sont citées plus minoritairement, et ce de façon stable par rapport à Janvier 2015.

Les motivations à l'achat répondent à un besoin d'habiter dans son propre logement (79 %, moins 2 points par rapport à Septembre 2015). Le projet d'investissement locatif quant à lui se stabilise à 19 % (+ 1 pt) et séduit en priorité les intentionnistes déjà propriétaires (35 %). Si certains n'ont pas du tout l'intention d'acheter un logement au cours des douze prochains mois, avant tout parce qu'ils sont satisfaits de leurs conditions de logement actuelles, argument cité à 47 % (- 7 points depuis Septembre 2015) et jusqu'à 70 % pour les retraités. D'autres raisons sont évoquées : le manque de moyens financiers cité par un tiers des répondants (30 % ; + 4 points). Les locataires (57 %), les plus jeunes (51 % des 18-24 ans) et les ouvriers (43 %) se retrouvent le plus dans cette situation. Sont également évoqués les prix trop élevés (3 %, + 1 pt) et la peur de ne pas vendre son logement (1 % ; + 1 pt). D'autres raisons sont en très légère progression : avoir d'autres priorités (8 % + 3 pts) ; manque de stabilisation de sa situation personnelle (5 %, + 1 pt) ; acquisition antérieure, cité par 7 %, est en baisse de 3 points.

===== FICHE TECHNIQUE =====

Etude réalisée du 28 Janvier au 2 Février 2016 auprès de 1 991 personnes constituant un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. L'échantillon est construit selon la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de famille, catégorie d'agglomération et région).

=====

Les Français et l'accèsion à la propriété

http://www.ifop.com/?option=com_publication&type=poll&id=3433

Ifop – Juin 2016 - Capfi

Un environnement général plus anxiogène mais qui ne détériore pas le souhait d'accèsion à la propriété

Deux tiers (65 %) des 25-65 ans se montrent pessimistes sur la situation économique actuelle.

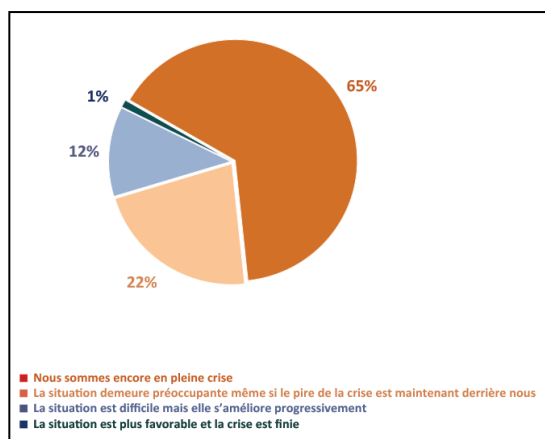
A l'opposé, rares sont ceux qui considèrent que la crise est finie (1 %). Ce niveau de pessimisme, sans dépasser à nouveau la barre des 70 % comme entre Janvier 2012 et Janvier 2013 est en hausse de 6 points par rapport à 2015. Il doit toutefois être relativisé dans la mesure où cette étude est réalisée auprès des 25-65 ans alors que les mesures précédentes étaient menées auprès de l'ensemble de la population de 18 ans et plus. En 2015, les 18-24 ans et les 65 ans et plus se montraient moins pessimistes (respectivement 56 % et 54 % considéraient que nous sommes encore en pleine crise contre 59 % des 25-65 ans).

Si la plupart de nos études réalisées en entreprises montrent un regain de confiance des dirigeants de Tpe et de Pme dans l'activité, un décalage s'opère généralement entre ce type de population confrontée quotidiennement à la conjoncture économique et l'opinion publique toujours sous la crainte de la hausse du chômage et de la baisse du pouvoir d'achat.

Le moral des Français

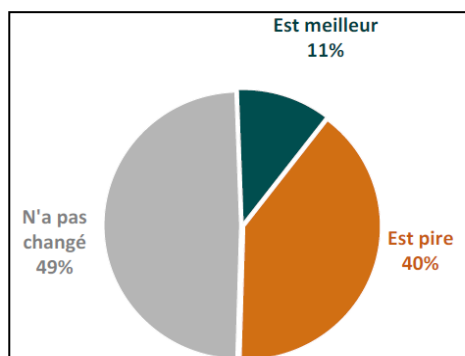
L'opinion sur la crise économique actuelle

- En pensant à la situation économique, diriez-vous que... ?



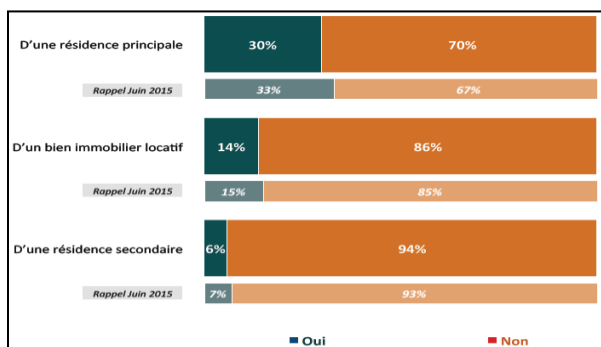
L'évolution de son état d'esprit général

- Par rapport à l'année dernière, diriez-vous que votre état d'esprit général... ?



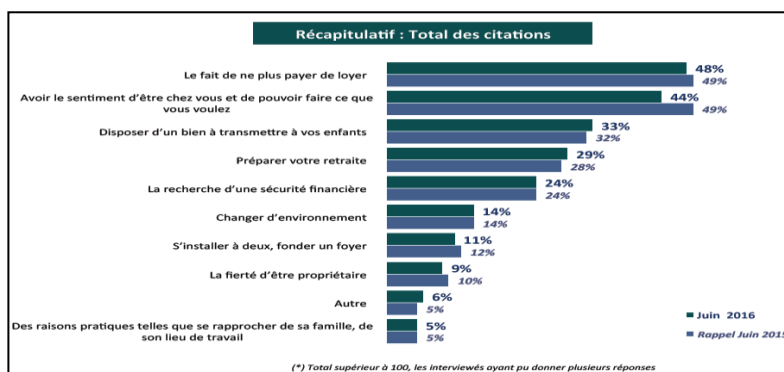
L'intention de devenir propriétaire d'un bien immobilier dans les cinq prochaines années

- Avez-vous l'intention au cours des cinq prochaines années, de devenir propriétaire ?



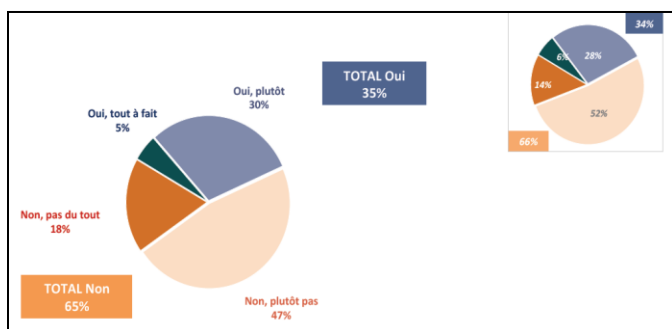
Les motivations à l'acquisition d'un bien immobilier

- Plus globalement, quelles (sont/seraient) vos motivations principales pour devenir propriétaire ?



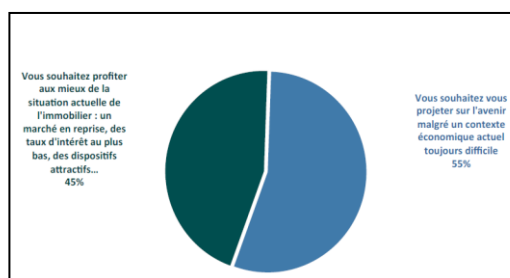
La facilité perçue de l'accession à la propriété

- Selon vous, est-il aujourd'hui facile de devenir propriétaire ?



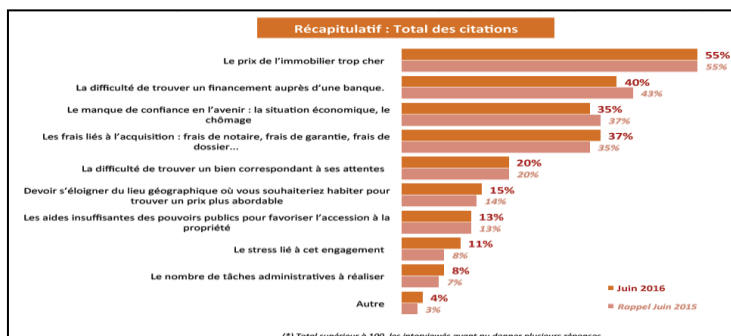
Les raisons de devenir propriétaire au regard de la situation économique actuelle

- Parmi les deux raisons suivantes, laquelle exprime le mieux votre intention de devenir propriétaire ?



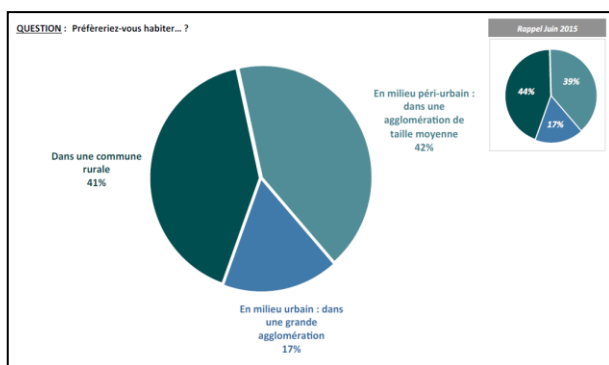
Les principaux freins perçus à l'accession à la propriété

- En dehors des aspects financiers, quels sont selon vous les trois principaux freins qui empêchent de devenir propriétaire ?



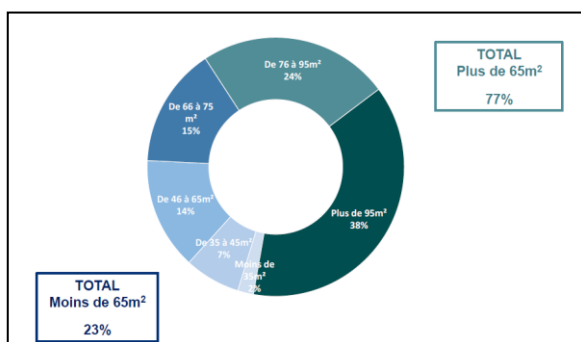
Le type d'agglomération souhaité pour y résider

- Préférez-vous habiter... ?



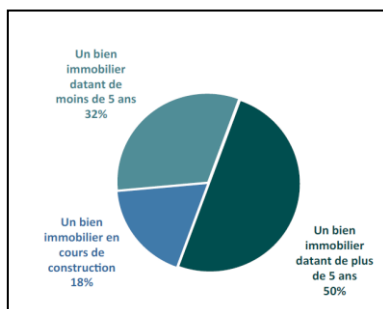
La superficie recherchée pour son achat immobilier

- Plus précisément, quelle superficie recherchez-vous... ?

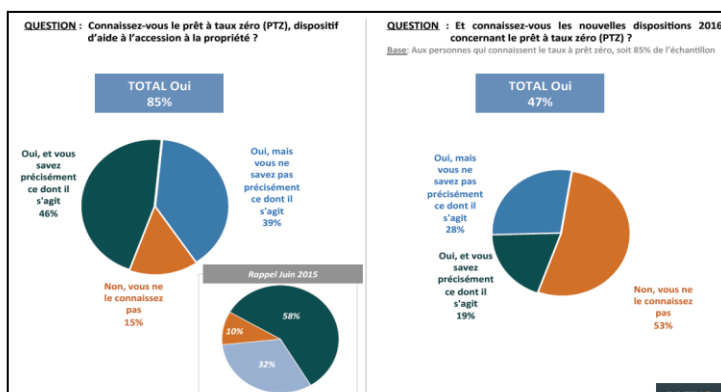


L'ancienneté recherchée du bien pour son achat immobilier

- Cherchez-vous plutôt à acheter ?

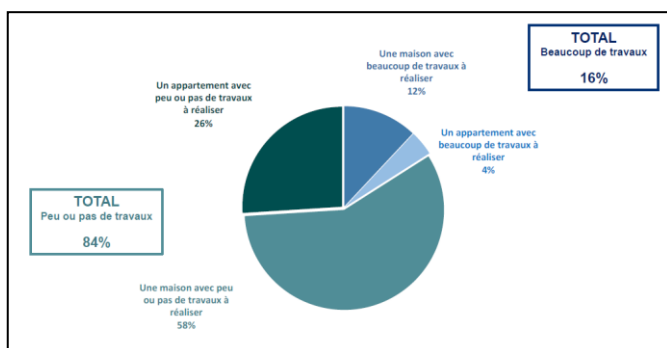


La notoriété du prêt et des nouvelles dispositions concernant le prêt à taux zéro



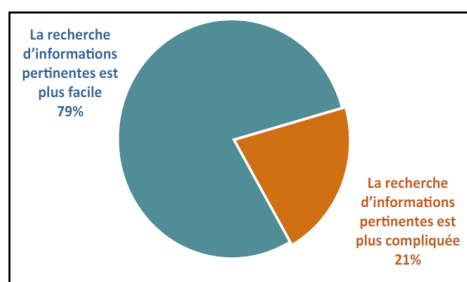
Le type de bien recherché pour son achat immobilier

- Cherchez-vous plutôt à acheter ?



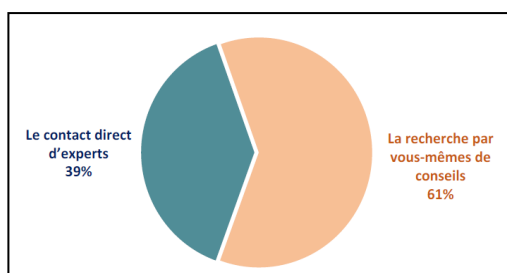
Les modalités privilégiées de recherche de conseils pour une acquisition immobilière

- Dans le cadre de la recherche de conseils pour l'acquisition d'un bien immobilier ou d'un rachat de crédit, privilégieriez-vous davantage le contact direct d'experts ou la recherche par vous-même d'informations ?

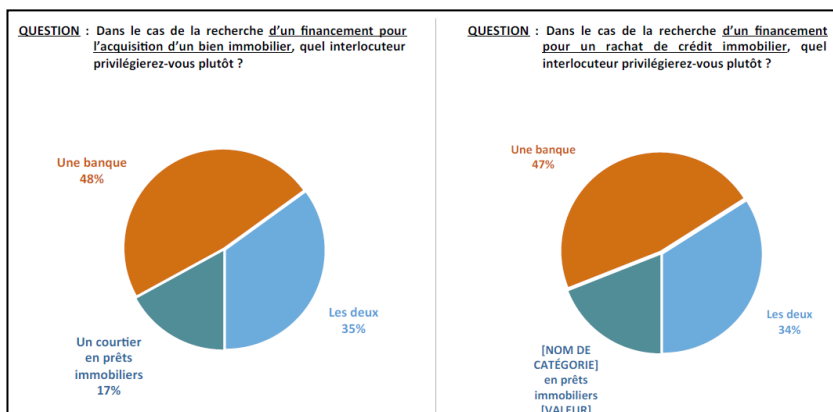


L'impact de l'émergence des réseaux sociaux sur la recherche d'informations pertinentes

- Depuis l'émergence d'Internet et des réseaux sociaux, estimez-vous plutôt que... ?

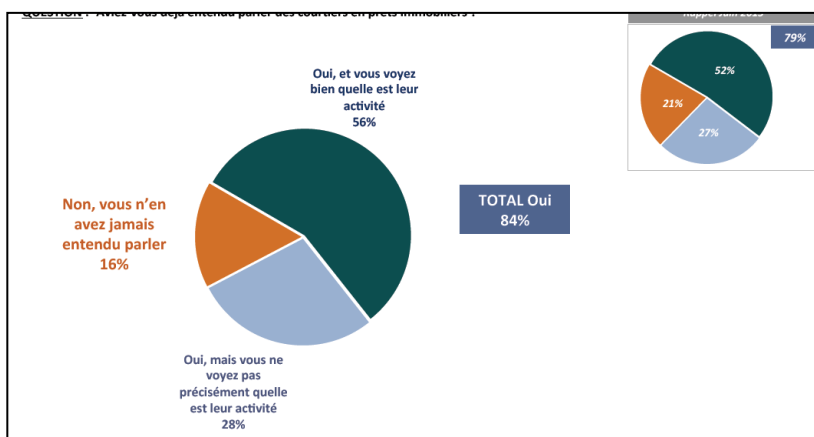


L'interlocuteur privilégié pour la recherche d'un financement pour une acquisition immobilière et dans le cadre d'un rachat de crédit immobilier



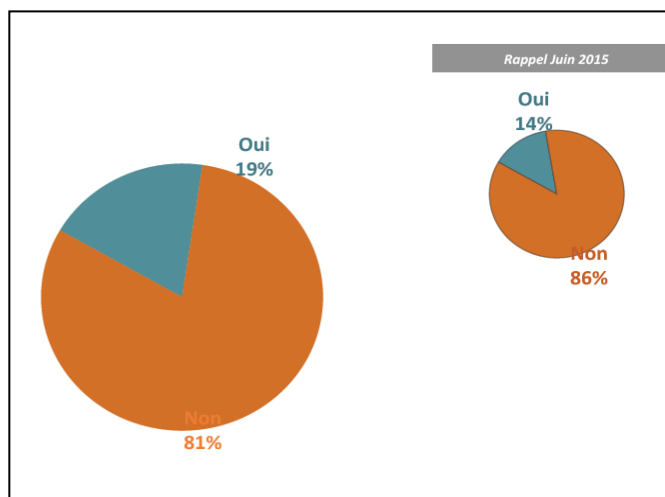
Les courtiers en prêt immobilier

- Avez-vous déjà entendu parler des courtiers en prêts immobiliers ?



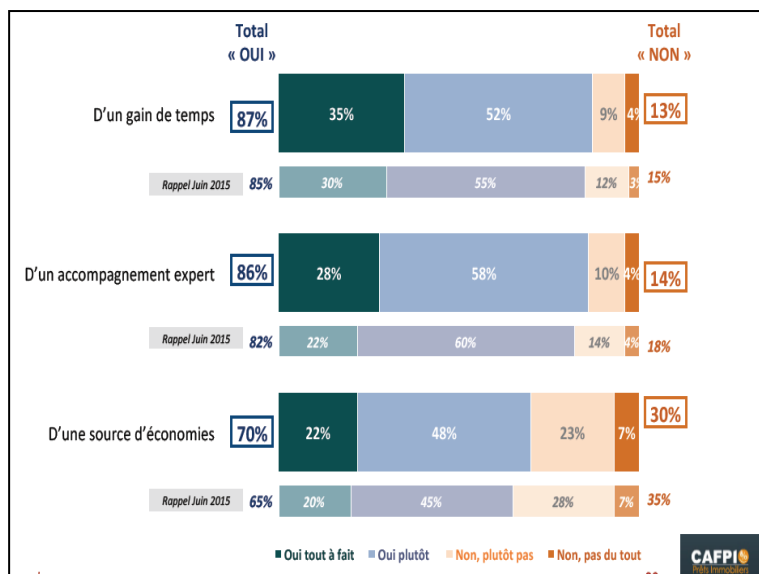
L'expérience du recours à un courtier en prêts immobiliers

- Avez-vous déjà eu recours aux services d'un courtier en prêts immobiliers pour trouver un emprunt immobilier ?

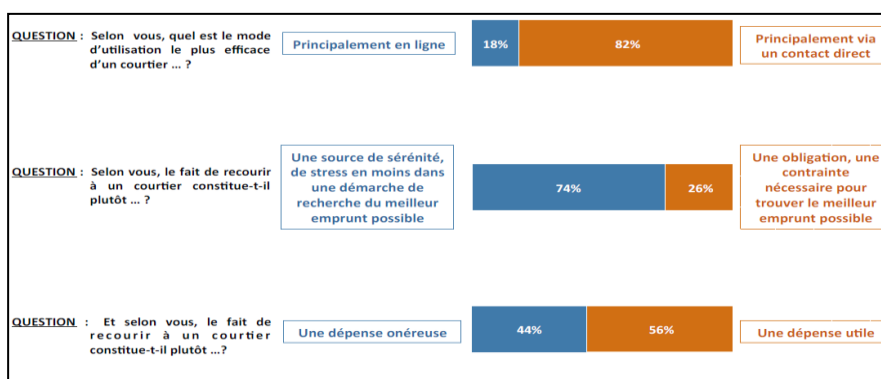


La perception des prestations délivrées par les courtiers en prêts immobiliers

- D'après ce que vous en savez, comment décririez-vous le type de prestations délivrées par les courtiers ? Il s'agit...



Le mode d'utilisation le plus efficace d'un courtier - La principale raison du recours à un courtier - L'utilité de la dépenses lors du recours à un courtier



===== FICHE TECHNIQUE =====

Echantillon de 2 002 personnes représentatif de la population française âgée de 25 à 65 ans. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération. Les interviews ont eu lieu par questionnaire auto-administré en ligne (Cawi - Computer Assisted Web Interviewing) du 27 Mai au 2 Juin 2016.

Les services publics vus par les Français et par les usagers (2016)

<http://www.tns-sofres.com/etudes-et-points-de-vue/les-services-publics-vus-par-les-francais-et-par-les-usagers-2016>

Sofres – Février 2016 - Institut Paul Delouvrier

Le dernier baromètre de l'Institut Paul Delouvrier, réalisé avec Tns Sofres, confirme que les Français positionnent l'emploi en première place de leurs préoccupations et montre qu'ils sont demandeurs de simplification et d'économies dans les services publics de l'État. Globalement, 69 % des usagers s'estiment satisfaits des prestations des services publics de l'État, alors que seulement 38 % des Français en ont une bonne opinion.

Publié pour la 11^{ème} année consécutive, ce baromètre mesure l'opinion des Français vis-à-vis des services publics de l'État (leur réputation), ainsi que la satisfaction des usagers, qui ont eu recours à ces services publics au cours de la période récente. La préoccupation principale des Français reste l'emploi. 58 % d'entre eux estiment que les Pouvoirs Publics devraient prioritairement porter leurs efforts sur ce thème. Les autres domaines prioritaires sont l'Éducation Nationale et la santé publique (37 % des Français en font une priorité).

L'actualité de l'année 2015 explique l'augmentation de l'attention portée par les Français à la Justice (29 %, + 3), à la police et gendarmerie (28 %, + 2) et à la défense nationale (13 %, + 2), alors que le sondage a été effectué juste avant les attentats du 23 Novembre.

La recherche d'économies et d'efficacité sans préjudice pour la qualité du service est une forte attente des Français vis-à-vis des services publics de l'État. La voie principale préconisée pour y parvenir est la simplification. Les services fiscaux et la Sécurité sociale arrivent en tête des services publics jugés capables de faire des économies importantes. À l'inverse, la police et la gendarmerie sont considérées comme le moins susceptibles de réaliser des économies sans baisse de la qualité du service rendu.

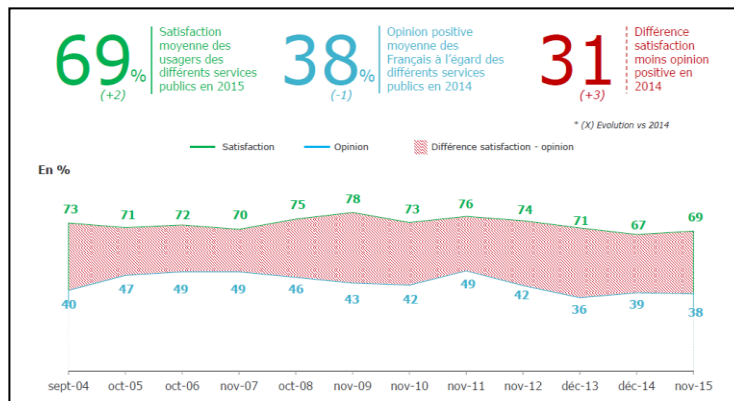
Le recours à Internet pour entrer en contact avec les services publics est considéré comme une piste significative de réalisation d'économies.

Sur les neuf services publics de l'État analysés :

- Trois bénéficient à la fois d'une bonne ou plutôt bonne image et d'un bon taux de satisfaction des usagers : la police et gendarmerie (63 % d'opinion positive et 78 % de satisfaction des usagers) ; la santé publique (52 % et 82 %) ; la Sécurité sociale (45 % et 75 %) ;
- Trois souffrent d'une assez mauvaise image auprès des Français, mais d'un bon niveau de satisfaction auprès des usagers : les services fiscaux (25 % de bonne opinion, 77 % de satisfaction) ; le logement (32 % et 70 %) ; l'Éducation nationale (37 % et 69 %) ;
- Deux enregistrent un déficit de résultat : l'environnement (42 % d'opinion positive et 64 % de satisfaction) et la Justice qui atteint son niveau le plus bas depuis dix ans (31 % et 69 %) ;
- Un service cumule un déficit d'image et de satisfaction des usagers : l'emploi. 13 % des Français en ont une bonne opinion, 45 % des usagers en sont satisfaits, alors qu'il s'agit de la principale priorité des Français.

L'appréciation du service public dans son ensemble

- La satisfaction des usagers à l'égard des services publics s'améliore légèrement cette année et est toujours bien supérieure à l'opinion que les Français en ont



Impôts et police : toujours en tête des évocations liées aux services publics

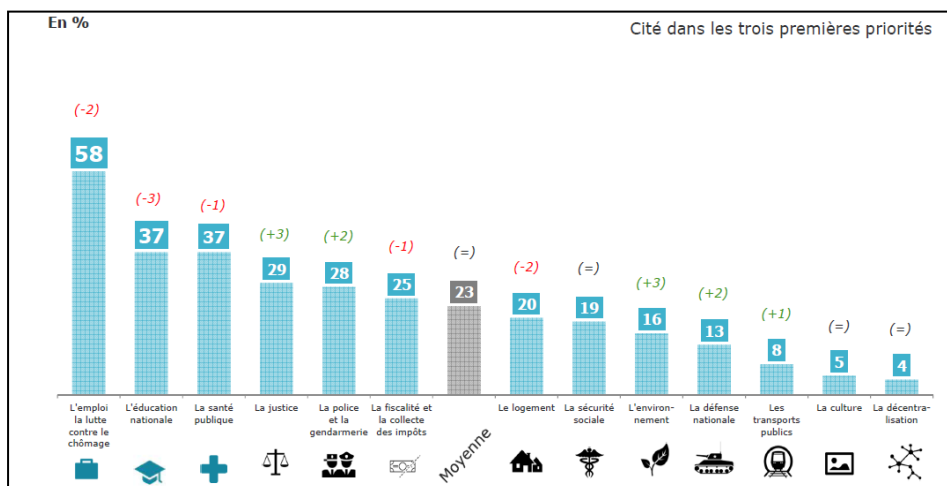
Une notion toujours de moins en moins associée aux entreprises publiques

Si la hiérarchie des priorités attendues de l'Etat reste inchangée, les attentes en matière de justice, environnement, police/gendarmerie et défense progressent

- Si l'on vous parle de services publics, quels sont ceux qui vous viennent à l'esprit spontanément ?

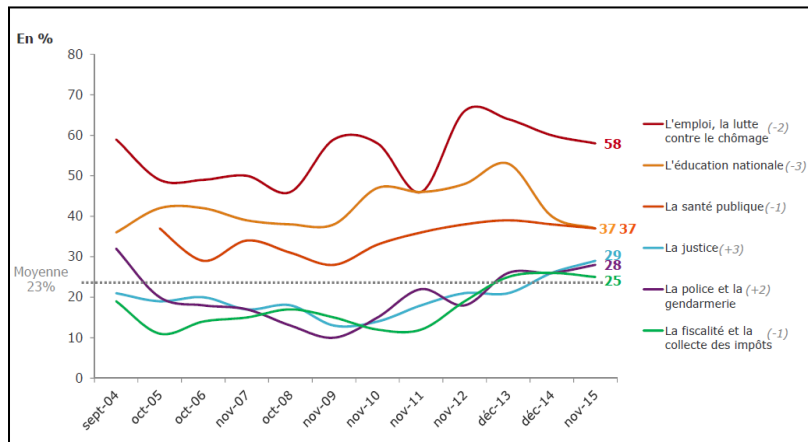


- Parmi les domaines suivants d'intervention de l'Etat, sur lesquels les Pouvoirs Publics devraient-ils faire porter prioritairement leur effort ?

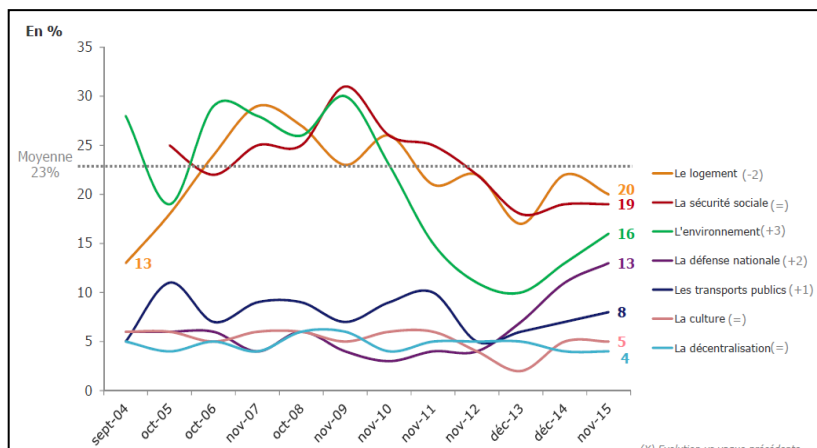


L'emploi reste la priorité pour les Français, devant l'éducation et la santé

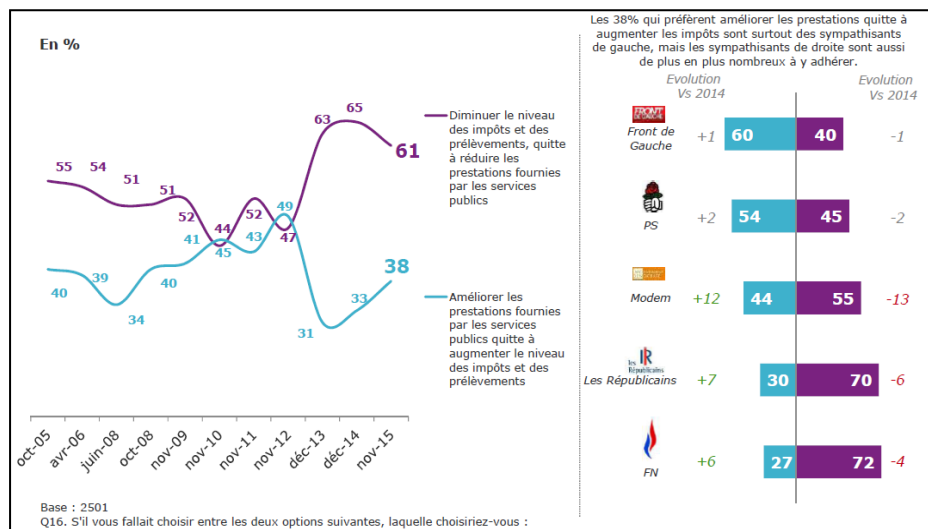
- Parmi les domaines suivants d'intervention de l'Etat, sur lesquels les Pouvoirs Publics devraient-ils faire porter prioritairement leur effort ? Base 2 501 répondants



L'importance accordée à l'environnement, la défense nationale et les transports continue de s'accroître

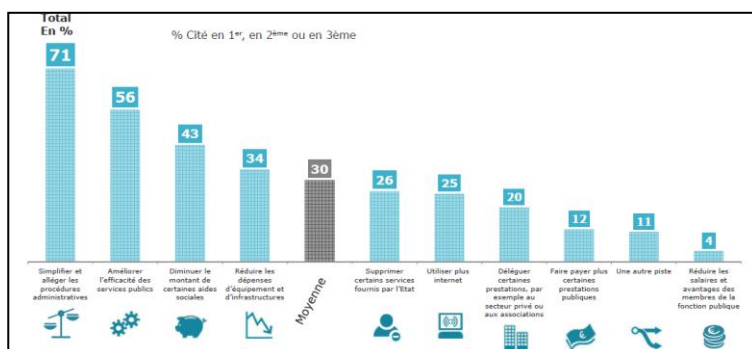


Le souhait de voir diminuer les impôts au détriment des prestations – s'il reste majoritaire – est moins fort que les années précédentes



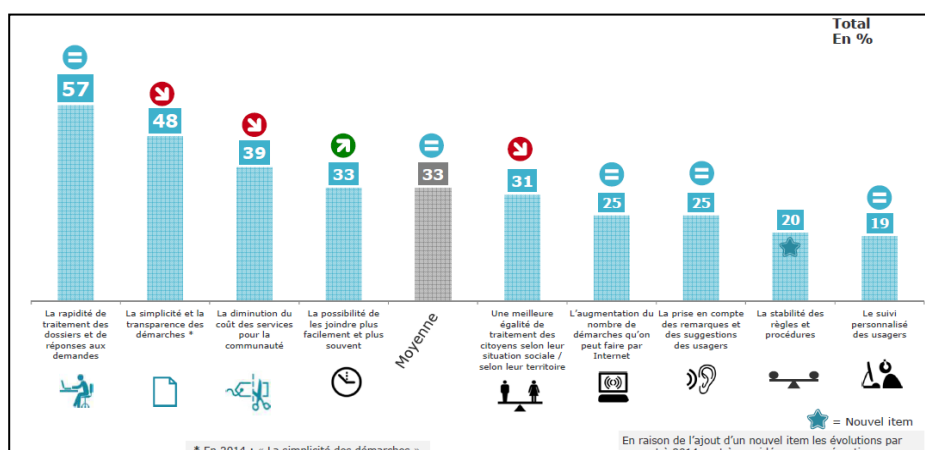
La simplification des procédures administratives est la solution perçue comme la plus efficace pour réduire les dépenses publiques (et sans doute simplifier la vie des usagers)

- Parmi les pistes suivantes de réduction des dépenses publiques, lesquelles vous semblent prioritaires ? Base 2 501 répondants



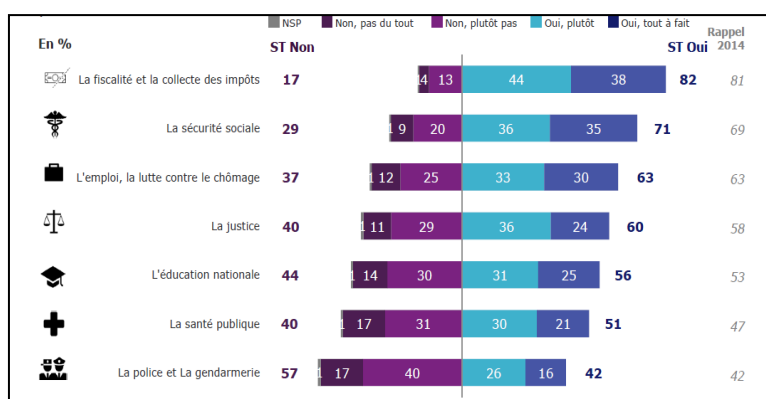
Pour les Français les progrès de l'Etat doivent se concentrer sur la rapidité et la simplicité du traitement des demandes des usagers. A noter, la progression des attentes en termes de disponibilité

- Globalement, sur quelles dimensions attendez-vous que les services publics fassent le plus de progrès ces prochaines années ?



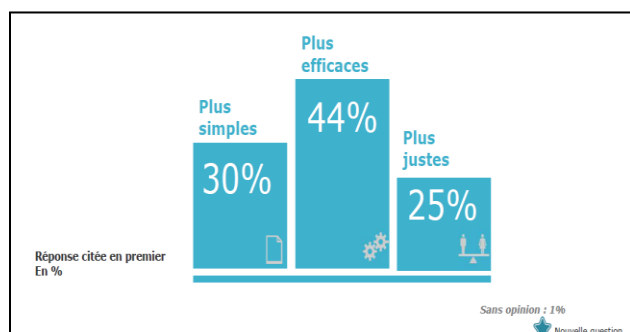
Aux yeux des Français, la fiscalité et la sécurité sociale sont les principaux services dont le budget pourrait être optimisé pour réaliser des économies sans diminuer le service, mais des marges de manoeuvre sont perçues partout

- Enfin, dites-moi si vous pensez que l'on pourrait, sans diminuer la qualité du service, réaliser des économies importantes dans chacun de ces domaines ?



Au final, des optimisations qui doivent s'orienter avant tout sur l'efficacité pour satisfaire le plus grand nombre de Français

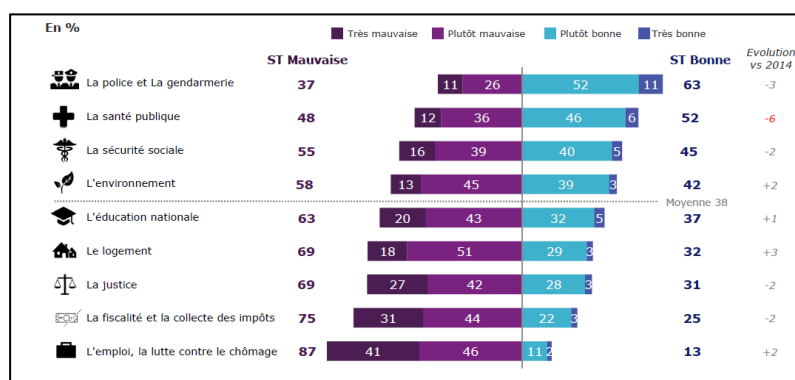
- Pour l'avenir, l'attente d'administrations et de services publics qui soient d'abord...



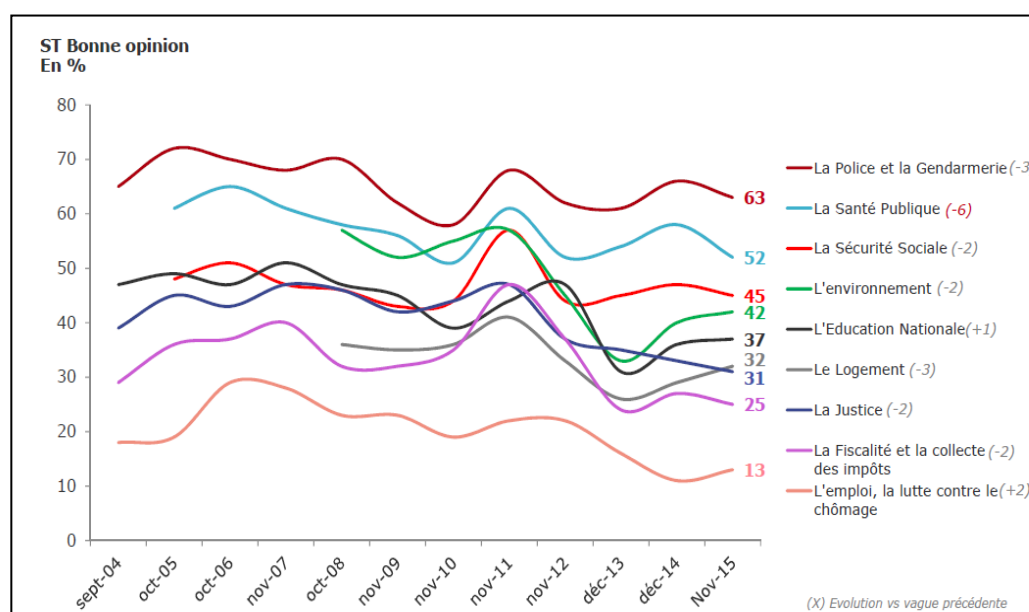
Comparaison de la perception des différents secteurs publics

L'opinion sur les services de santé se dégrade légèrement alors que c'est le seul service public (avec la Police) à être positivement perçu par une majorité de Français

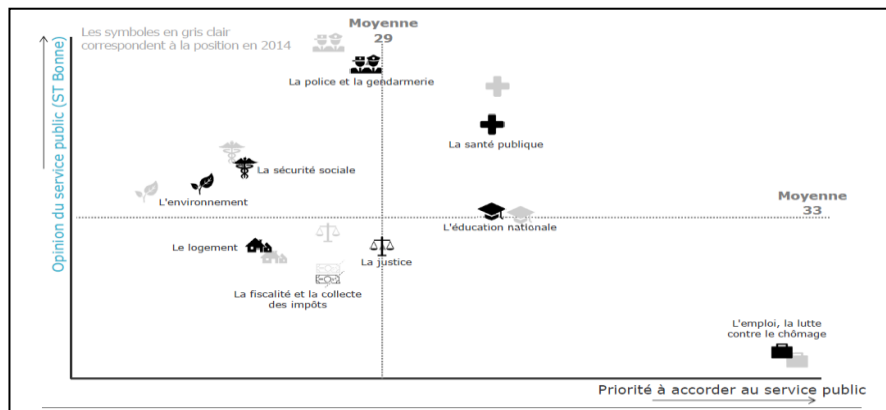
- Avez-vous une très bonne opinion, une opinion plutôt bonne, une opinion plutôt mauvaise ou une très mauvaise opinion de l'Etat pour...



L'opinion à l'égard de la justice atteint son plus bas niveau depuis dix ans

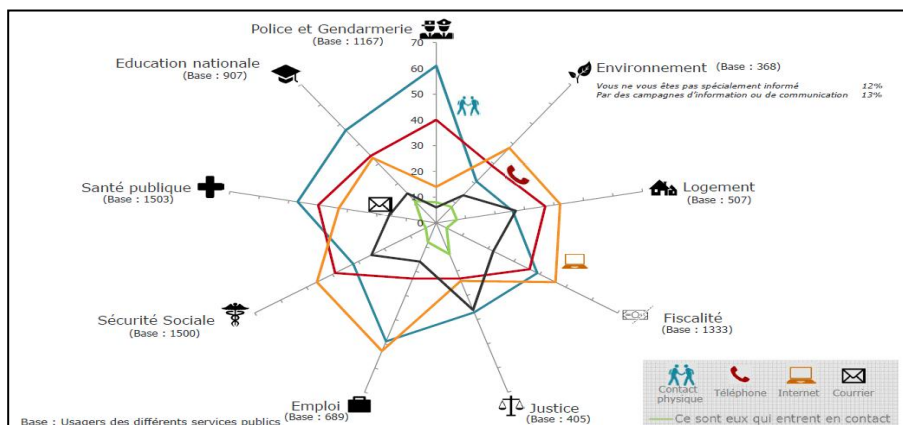


Alors que la lutte contre le chômage est toujours la principale priorité des Français, le service public de l'emploi reste le plus mal perçu



L'appréciation du service public par ses utilisateurs

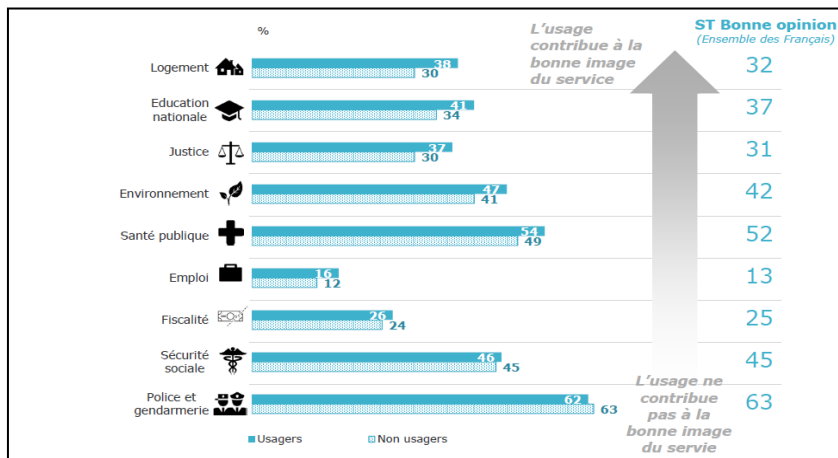
En fonction des services, le contact physique ou par Internet sont les modes de contact privilégiés



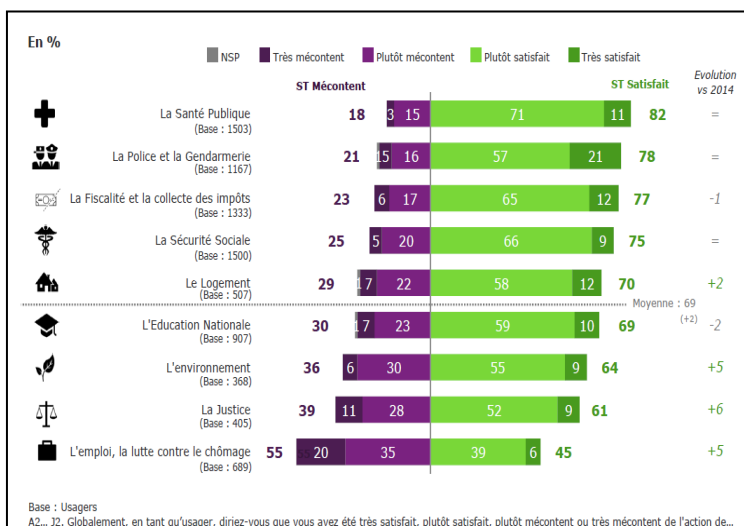
La tendance à la substitution du courrier et de l'accueil physique par le contact sur Internet se confirme

Service public (Base)	Mode de contact privilégié												
	Contact physique	Téléphone	Internet	Courrier	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Police et Gendarmerie (Base : 1167)	Personnes				Personnes	Personnes	Personnes	Personnes	Personnes	Personnes	Personnes	Personnes	Personnes
Santé publique (Base : 1503)	Personnes				Personnes	Personnes	Personnes	Personnes	Personnes	Personnes	Personnes	Personnes	Personnes
Education nationale (Base : 907)	Personnes				Personnes	Personnes	Personnes	Personnes	Personnes	Personnes	Personnes	Personnes	Personnes
Environnement (Base : 368)			Personnes		Personnes	Personnes	Personnes	Personnes	Personnes	Personnes	Personnes	Personnes	Personnes
Sécurité Sociale (Base : 1500)		Téléphone			Téléphone	Téléphone	Téléphone	Téléphone	Personnes	Personnes	Personnes	Personnes	Personnes
Justice (Base : 405)	Personnes				Personnes	Personnes	Personnes	Personnes	Personnes	Personnes	Personnes	Personnes	Personnes
Fiscalité (Base : 1333)			Personnes		Personnes	Personnes	Personnes	Personnes	Personnes	Personnes	Personnes	Personnes	Personnes
Logement (Base : 507)		Téléphone			Personnes	Personnes	Personnes	Personnes	Personnes	Personnes	Personnes	Personnes	Personnes
Emploi (Base : 689)	Personnes				Personnes	Personnes	Personnes	Personnes	Personnes	Personnes	Personnes	Personnes	Personnes

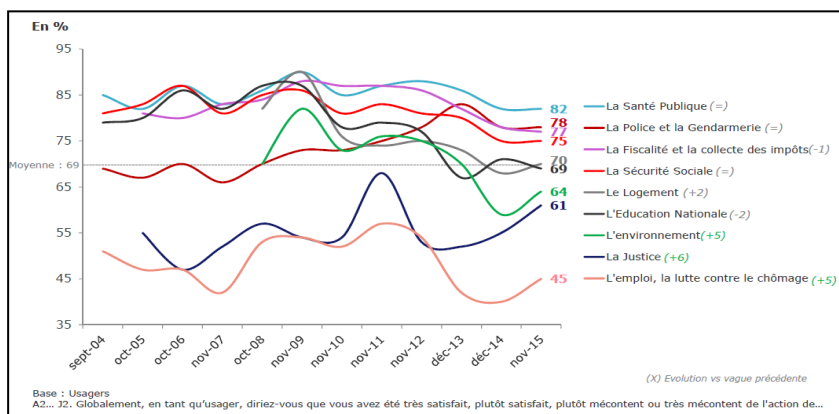
De manière générale, les usagers ont une meilleure opinion de chaque service public que les non-usagers, à l'exception de la police, de la Sécurité sociale et des impôts pour lesquels on n'observe pas de différence



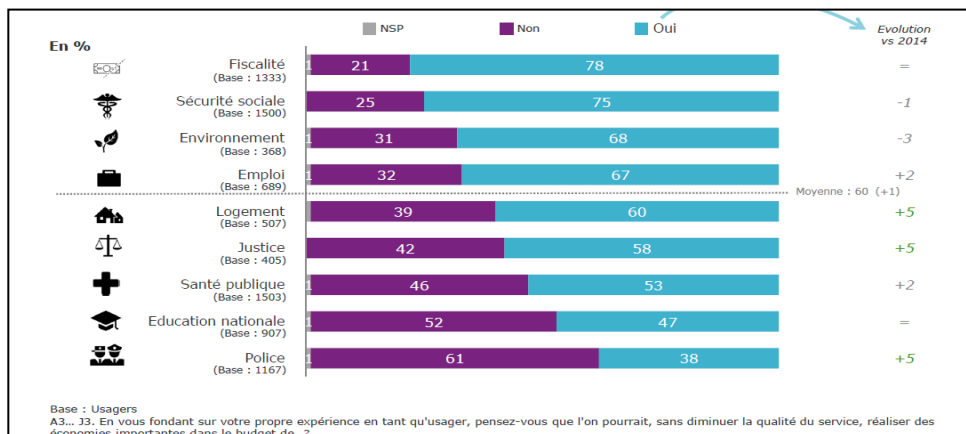
Malgré une légère amélioration, l'emploi demeure le service qui génère davantage de mécontents que de satisfaits auprès de ses usagers



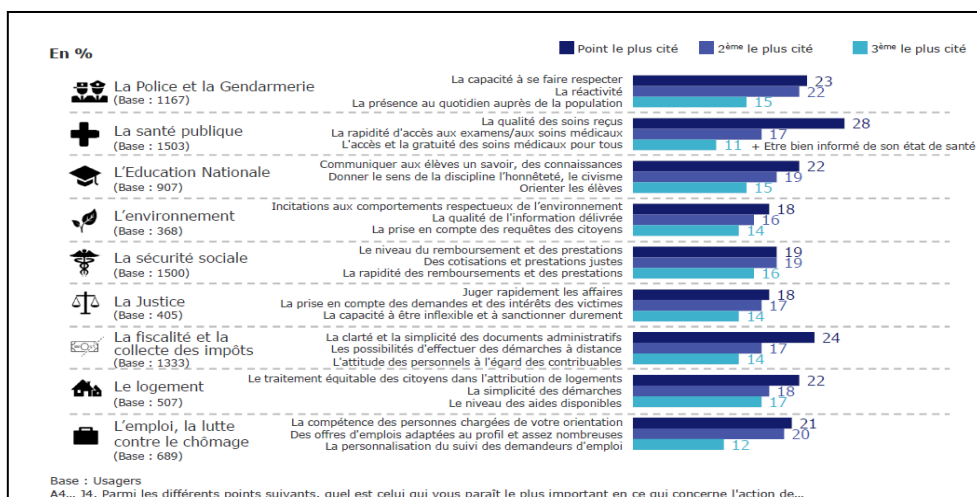
La satisfaction des usagers progresse particulièrement sur les services les moins bien notés : emploi, justice et environnement



Des marges de manoeuvre budgétaires semblent exister pour leurs usagers sur la plupart des services publics, sauf concernant la Police et dans une moindre mesure l'Education nationale



Qualité, équité, efficacité... Des attentes qui varient selon les services



Même si l'opinion des Français à l'égard des services publics s'est légèrement dégradée, la satisfaction est stable ou progresse

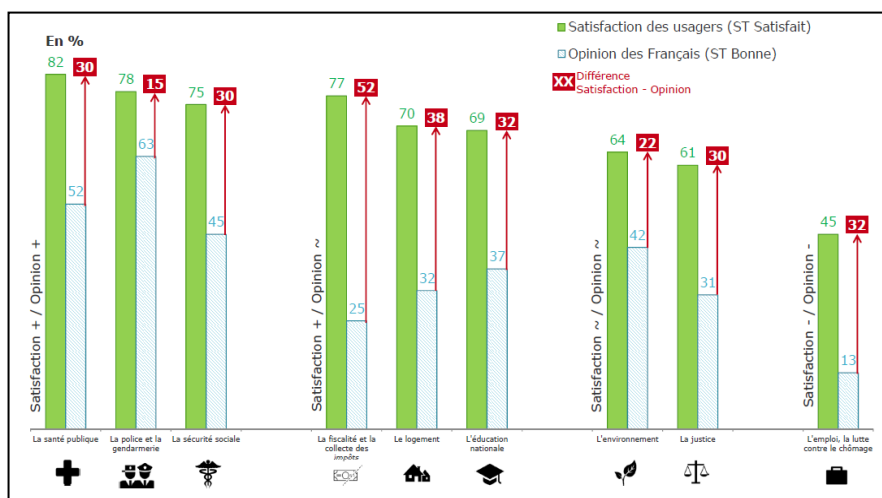

































Tableau de synthèse : importance, opinion, satisfaction, et possibilités de réaliser des économies

En %		Importance (citée dans les trois premières priorités)	Opinion (ST Bonne)	Satisfaction (ST Satisfait)	Economies possibles (Oui)
	Police	28	 63	 78	38 
	Education nationale	 37	37	69	47
	Santé publique	 37	 52 	 82	53
	Sécurité sociale	19	 45	75	 75
	Emploi	 58	13	45 	 67
	Justice	29	31	61 	58 
	Fiscalité	25	25	 77	 78
	Logement	20	32	70	60 
	Environnement	16	42	64 	 68
	MOYENNE	30	38	69	60

  Sont précisées ici les évolutions positives ou négatives supérieures à 5 pts par rapport à 2014

FICHE TECHNIQUE

Étude réalisée par Internet du 28 Octobre au 10 Novembre 2015, pour l'Institut Paul Delouvrier, auprès d'un échantillon national de 2 501 personnes, représentatif de l'ensemble des résidents en France âgés de 15 ans et plus. Méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne de référence) et stratification par région et catégorie d'agglomération. Au sein de cet échantillon ont été identifiés les usagers de neuf services publics : Police et gendarmerie (1 167 usagers); Santé publique (1 503); Éducation Nationale (907); Environnement (368); Sécurité Sociale (1 500); Justice (405); Fiscalité et collecte des impôts (1 333); Logement (507); Emploi, Lutte contre le chômage (689).

Les Français et le financement de la Sécurité sociale

http://www.ifop.com/?option=com_publication&type=poll&id=3322

Ifop – Mars 2016 - Valeurs actuelles

Le déficit de la Sécurité sociale s'élevait en 2015 à près de 15 milliards d'euros. Dans un contexte de réduction des finances publiques, l'Ifop, pour Valeurs Actuelles, a interrogé les Français sur la question du financement de la Sécurité sociale. Deux visions s'opposent chez les Français : pour la moitié (49 %), la Sécurité sociale apparaît trop coûteuse par rapport aux services rendus, contre 51 % pensant le contraire. Les Français pointent la faiblesse des remboursements de certains médicaments ou la très faible prise en charge des lunettes, des appareils auditifs. Pour lutter contre le déficit, les Français interrogés privilégient très largement (81 %) le renforcement des contrôles envers les assurés et les professionnels de santé pour lutter contre la fraude et les abus. 3 % préconisent une augmentation des cotisations ou une baisse des remboursements. 13 % des personnes interrogées considèrent le déficit de la Sécurité sociale comme acceptable.

Le sentiment par rapport au coût de la Sécurité sociale

- Etes-vous tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout avec l'opinion suivante : « La Sécurité sociale est trop coûteuse par rapport aux services qu'elle rend » ?

	Rappel 6-7 Octobre 2005 ¹ (%)	Ensemble 2-4 Mars 2016 (%)
TOTAL D'accord	45	49
• Tout à fait d'accord	19	16
• Plutôt d'accord	26	33
TOTAL Pas d'accord	55	51
• Plutôt pas d'accord	26	39
• Pas d'accord du tout	29	12
TOTAL.....	100	100

La solution préconisée face au déficit de la Sécurité sociale

- Face au déficit de la Sécurité sociale, laquelle de ces solutions préférez-vous ?

	Rappel 6-7 Octobre 2005 ² (%)	Ensemble 2-4 Mars 2016 (%)
• Un contrôle renforcé des assurés et des professionnels de santé	74	81
• Une augmentation des cotisations	4	3
• La diminution des remboursements	4	3
• Aucune de ces mesures, un déficit de la Sécurité Sociale est acceptable	17	13
- Ne se prononcent pas	1	-
TOTAL.....	100	100

===== FICHE TECHNIQUE =====

Echantillon de 1 003 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, catégorie socio-professionnelle) après stratification par région et catégorie d'agglomération. Les interviews ont eu lieu par questionnaire auto-administré en ligne (Cawi - computer assisted web interviewing) 2 au 4 Mars 2016.

=====

Les Français et la réforme du collège

http://www.ifop.com/?option=com_publication&type=poll&id=3347

Ifop – Mars 2016 - La Confédération nationale des Associations familiales catholiques

La réforme du collège menée par Najat Vallaud-Belkacem entrera en vigueur en Septembre 2016. Dans cette perspective, le sondage de l’Ifop pour la Confédération nationale des Associations familiales catholiques s’est penché sur les représentations associées au collège et à la perception de la réforme de l’institution par les Français. Les personnes interrogées dressent un état des lieux assez critique de la formation des enfants au collège. Ce constat est nuancé par les parents d’élèves et notamment de collégiens, mais ils s’accordent à penser que l’enseignement du français et des langues pose problème.

La capacité du collège à former les élèves dans différentes matières

	TOTAL Oui (%)	Oui, tout à fait (%)	Oui, plutôt (%)	TOTAL Non (%)	Non, plutôt pas (%)	Non pas du tout (%)	TOTAL (%)
• En mathématique (capacité à exploiter des données, à poser un raisonnement logique, à mener une démonstration simple, à accéder à une pensée abstraite)	57	8	49	43	35	8	100
• En géographie	50	6	44	50	38	12	100
• En histoire	47	5	42	53	39	14	100
• En langues vivantes	40	6	34	60	43	17	100
• En français (lecture, grammaire, orthographe, rédaction, connaissance des grands auteurs de la littérature française).....	34	6	28	66	46	20	100
• En langues anciennes (latin, grec)	30	6	24	70	39	31	100

Le jugement sur la nécessité de conduire une réforme d’ampleur du collège

Le Ministère de l’Éducation Nationale, commentant l’étude internationale Pisa, révèle que « la France se singularise comme la plus inégalitaire des pays de l’Ocde : la performance scolaire y est plus fortement marquée par le niveau socioéconomique et culturel des familles »

Pensez-vous que pour réduire ces inégalités une réforme d’ampleur du collège soit nécessaire ?

	Ensemble des Français (%)	Sympathisants de gauche (%)	Sympathisants des Républicains (%)	Sympathisants du Front National (%)
TOTAL Oui	75	83	76	67
• Oui, tout à fait	22	26	28	18
• Oui, plutôt	53	57	48	49
TOTAL Non	25	17	24	33
• Non, plutôt pas	20	15	17	26
• Non, pas du tout	5	2	7	7
TOTAL.....	100	100	100	100

L'adhésion à différentes mesures faisant partie de la réforme du collège

- Etes-vous tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt pas favorable, pas favorable du tout à chacune des mesures suivantes, faisant partie de la réforme du collège, mise en oeuvre en Septembre 2016... ?

	TOTAL Favorable	Tout à fait favorable	Plutôt favorable	TOTAL Pas favorable	Plutôt pas favorable	Pas favorable du tout	TOTAL
	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)
• Le remplacement d'une heure d'enseignement hebdomadaire en classe entière par du soutien dit « personnalisé », en classe entière ou en demi-classe ...	77	25	52	23	15	8	100
• La mise en place des Enseignements Pratiques Interdisciplinaires sur 20% du temps scolaire en lieu et place d'heures dédiées à une seule discipline	60	10	50	40	28	12	100
• La nette diminution de l'enseignement du latin et du grec	41	11	30	59	35	24	100
• La suppression des classes européennes	21	5	16	79	40	39	100
• La suppression de 35% des classes bilingues	16	4	12	84	43	41	100

La capacité de la réforme du collège à améliorer le niveau des élèves

- Pensez-vous que cette réforme du collège permettra d'améliorer le niveau des élèves ?

	Ensemble des Français	Sympathisants de gauche	Sympathisants des Républicains	Sympathisants du Front National
	(%)	(%)	(%)	(%)
TOTAL Oui	44	55	36	46
• Oui, tout à fait	4	6	6	4
• Oui, plutôt	40	49	30	42
TOTAL Non	56	45	64	54
• Non, plutôt pas	38	33	41	30
• Non, pas du tout	18	12	23	24
TOTAL.....	100	100	100	100

Le jugement sur la suite à donner à la réforme du collège

- Avec laquelle des deux propositions suivantes, êtes-vous le plus d'accord ?

	Ensemble des Français	Personnes ayant des enfants scolarisés au collège	Personnes ayant des enfants scolarisés	Personnes n'ayant pas d'enfant scolarisé
	(%)	(%)	(%)	(%)
• La réforme doit être suspendue et laisser place à un débat national sur le terrain	51	55	49	52
• La réforme est bonne mais elle demande à être mieux expliquée	22	27	22	22
• Vous ne savez pas	27	18	29	26
TOTAL	100	100	100	100

===== FICHE TECHNIQUE =====

Echantillon de 1 003 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération. Les interviews ont eu lieu par questionnaire auto-administré en ligne (Cawi - computer assisted web interviewing) du 2 au 4 Mars 2016.

Les Français et les impôts

http://www.bva.fr/fr/sondages/questions_d_actualite_bva_-_orange_-_itele/les_francais_et_les_impots.html

Bva – Avril 2016 - Orange et I-Télé

Les Français ont toujours une vision très négative du système fiscal...

Le jugement des Français sur leur système fiscal est très sévère : 83 % le trouvent incompréhensible, 83 % injuste et 82 % inefficace.

... Et considèrent très nettement que les efforts demandés sont concentrés sur les classes moyennes

Si le système fiscal est autant décrié, notamment pour son caractère injuste, c'est sans doute parce que les Français ont le sentiment qu'il demande surtout des efforts aux classes moyennes (71 %) et ne cible pas en priorité les personnes les plus aisées.

Une perception un peu moins négative des choses quand on mentionne aux interviewés les services dont ils peuvent bénéficier

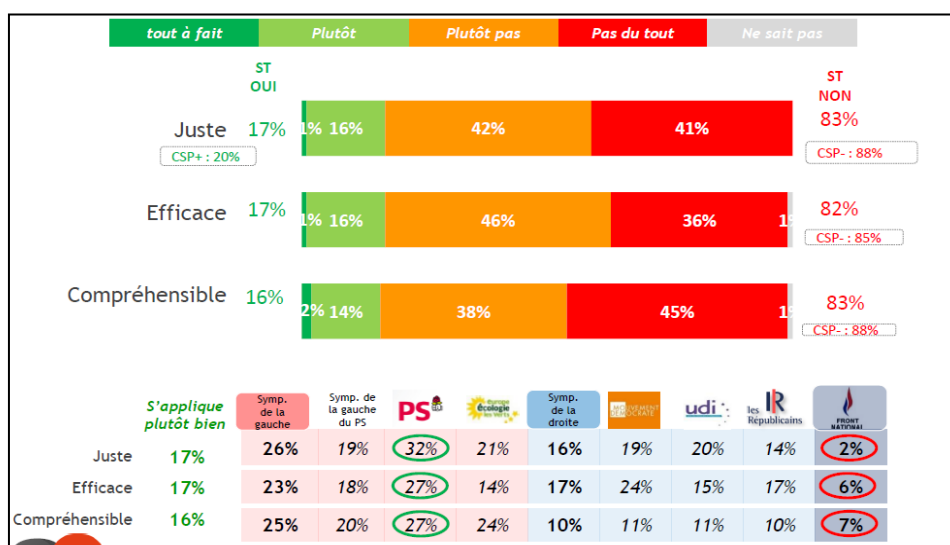
Volontairement invités à affiner leur jugement à l'aune des services publics dont ils peuvent bénéficier (hôpitaux, écoles, police...), les Français se montrent un peu moins sévères : quand ils pensent à ces services, 60 % considèrent ainsi que les taxes et impôts qu'ils payent sont justifiés. Mais 39 % des interviewés estiment que les services publics mis à leur disposition ne justifient pas pour autant le niveau d'imposition auquel ils sont soumis.

Les Français sont plutôt favorables au prélèvement à la source, les deux tiers rejettent la suppression de l'ISF

Si le prélèvement à la source, dont l'entrée en vigueur est prévue pour 2018, suscite l'adhésion de six Français sur dix (62 %), l'éventuelle suppression de l'ISF est rejetée par deux Français sur trois (66 %), soit trois points de plus qu'en 2014. Notons toutefois un vrai clivage politique sur cette mesure : alors que les sympathisants de gauche s'illustrent par leur franche opposition à toute idée de suppression (89 %), 58 % des sympathisants de droite s'y montrent favorables, notamment parmi les sympathisants Les Républicains (63 %). Enfin, la décision d'obliger les foyers dont les revenus annuels dépassent 40 000 euros par an à déclarer leurs revenus en ligne suscite également le rejet d'une majorité d'interviewés (55 %).

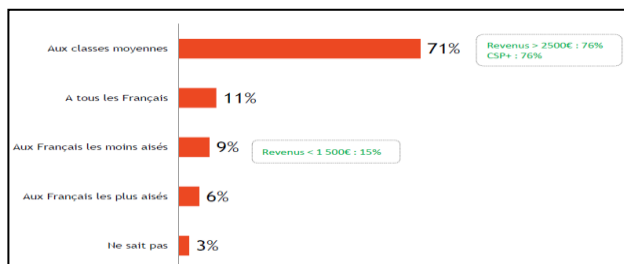
Un système fiscal largement perçu comme injuste, inefficace et peu compréhensible

- Personnellement, diriez-vous que le système fiscal en France est...



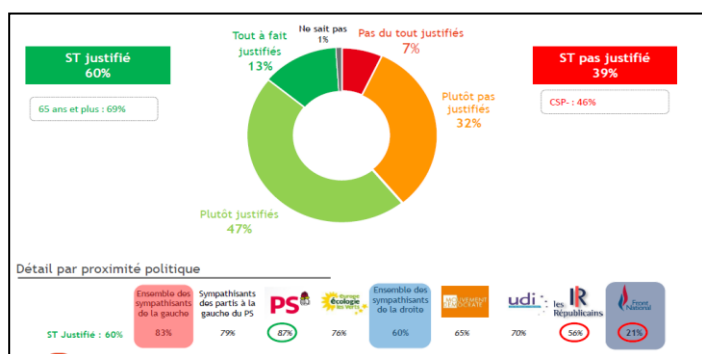
Pour près de trois quarts des Français, l'effort fiscal repose avant tout sur les classes moyennes

- Diriez-vous que le système fiscal en France aujourd'hui demande surtout des efforts...



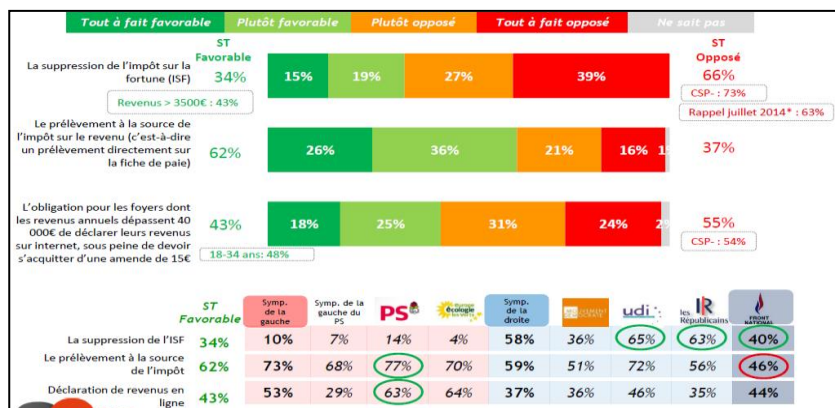
Face aux services publics dont ils bénéficient, une petite majorité de Français trouve les impôts justifiés

- Quand vous pensez aux services publics dont vous pouvez bénéficier (hôpitaux, écoles, police...), avez-vous le sentiment que les taxes et impôts que vous payez sont...



Les Français demeurent majoritairement hostiles à la suppression de l'ISF

- Etes-vous favorable ou opposé à chacune des mesures suivantes ?



FICHE TECHNIQUE

Enquête réalisée auprès d'un échantillon de Français recrutés par téléphone puis interrogés par Internet les 21 et 22 Avril 2016. Echantillon de 1 160 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon est assurée par la méthode des quotas appliqués aux variables suivantes : sexe, âge, profession du chef de famille et profession de l'interviewé après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Les Français et la scolarisation des enfants de moins de trois ans

http://www.ifop.com/?option=com_publication&type=poll&id=3461

Ifop – Août 2016

A l'occasion de la rentrée des classes, Femme actuelle a souhaité faire le point sur l'état de l'opinion à l'égard de la scolarisation des enfants dès deux ans en école maternelle, l'une des promesses de campagne de François Hollande lors de la campagne de l'élection présidentielle de 2012. Alors que le Ministère de l'Education Nationale s'est fixé comme objectif de parvenir à un taux de scolarisation de 30 % des enfants de moins de trois ans dans les zones défavorisées d'ici 2017, certaines voix laissent entendre une insuffisance des moyens mis en œuvre, voire le caractère néfaste d'une scolarisation trop précoce. Mais qu'en pensent les Français ? Sont-ils pour ou contre l'entrée des enfants de deux ans en maternelle ? Estiment-ils qu'elle permette de mieux se familiariser avec la vie en société et le langage ? Est-elle un levier pour faire reculer l'échec scolaire ? Pour répondre à ces interrogations, l'Ifop a donc réalisé une enquête auprès d'un échantillon de 2 000 Français dont il ressort les enseignements suivants : la majorité des Français (63 %) se déclare favorable au principe de scolarisation des enfants de moins de trois ans, dont 23 % se disent même « tout à fait favorables ». Les premiers concernés, c'est-à-dire les parents d'enfants de moins de trois ans, sont encore plus favorables à cette mesure : 74 % la soutiennent, dont 32 % s'y déclarant « tout à fait favorables ». Dans le détail, on observe que les jeunes (78 %), les plus diplômés (69 %) et les catégories pauvres (67 %) sont les segments de population les plus favorables à cette scolarisation.

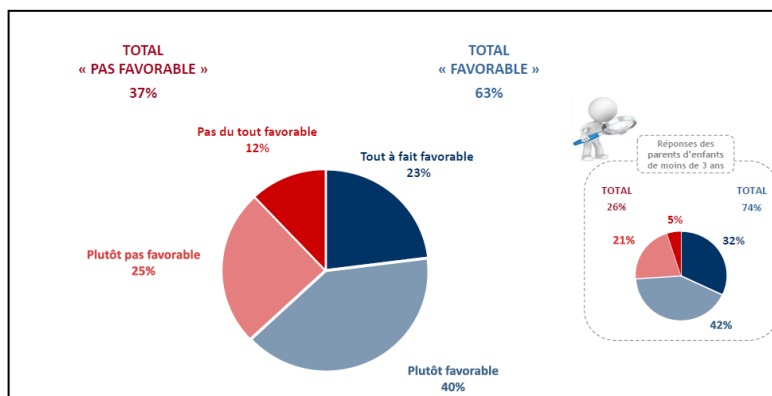
Pour les deux tiers des Français (65 %), mettre un enfant de deux ans à la maternelle est « une bonne chose afin d'améliorer la socialisation et l'acquisition du langage des plus petits ». Seule une minorité (46 %) estime que cela « les scolarisent à un âge trop précoce », soit des résultats confirmant l'adhésion des Français au principe de la scolarisation des enfants de moins de trois ans. Dans le détail, on observe que les personnes convaincues par les bienfaits de cette scolarisation anticipée sont davantage représentées chez les plus jeunes (80 % des 18-24 ans), les plus diplômés (75 %), les plus pauvres (66 %) et surtout les parents d'enfants de trois ans, dont trois-quarts (74 %) reconnaissent les avantages de la scolarisation des enfants de moins de trois ans. En revanche, ceux qui mettent à distance une entrée en maternelle jugée trop précoce sont surtout présents parmi les plus âgés (50 % des personnes de 65 ans et plus) et les sympathisants du Front National.

On observe aussi une certaine forme d'ambivalence, voire d'inquiétude chez les parents de très jeunes enfants : 55 % redoutent une scolarisation trop précoce. S'ils adhèrent au principe, les Français apparaissent plus partagés que jamais sur l'efficacité de cette mesure pour lutter contre l'échec scolaire : 49 % estiment que la scolarisation anticipée des enfants en maternelle permettra de réduire l'échec scolaire, contre 51 % qui se déclarent pessimistes à ce sujet. Ce rapport de force s'inverse, mais demeure mitigé chez les parents d'enfants de moins de trois ans (52 % d'optimistes). Dans le détail, ce sont les plus jeunes (54 à 59 %) et les plus diplômés (59 %) qui voient le plus dans la volonté du Ministère de l'Education nationale un levier pour lutter contre l'échec scolaire.

L'adhésion au principe de scolarisation des enfants âgés de moins de trois ans

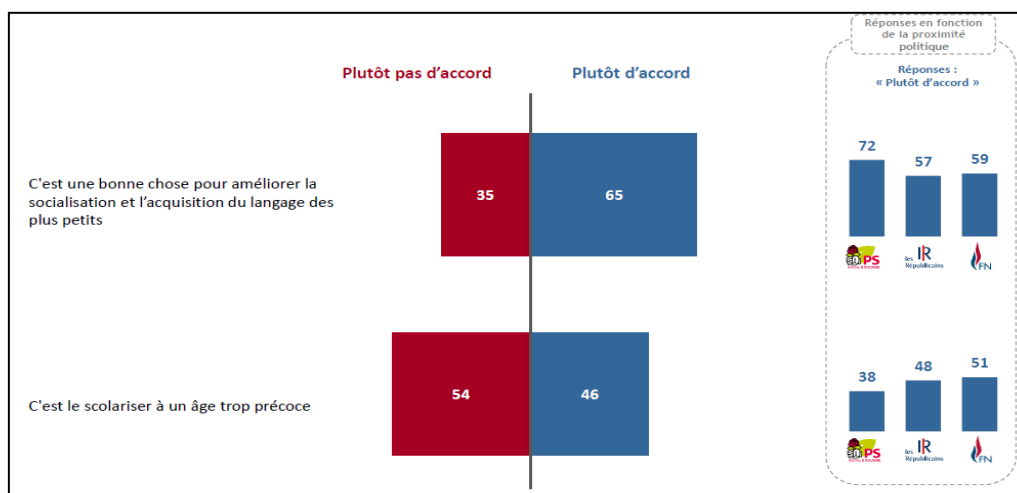
En France, la scolarisation est obligatoire à partir de six ans, mais un enfant peut aller à l'école maternelle dès l'âge de deux ans. Aujourd'hui, environ 10 % des enfants âgés de deux à trois ans sont scolarisés en maternelle, contre près de 100 % des enfants âgés de trois à cinq ans

- De manière générale, êtes-vous favorable à la scolarisation des enfants âgés de 2 à 3 ans ?



Les représentations positives et négatives associées à la scolarisation des enfants âgés de deux ans

- Etes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacune des affirmations suivantes ?
Pour vous, mettre un enfant à la maternelle à l'âge de deux ans... ?



===== FICHE TECHNIQUE =====

Echantillon de 2 000 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, catégorie socio-professionnelle) après stratification par région et catégorie d'agglomération. Les interviews ont eu lieu par questionnaire auto-administré en ligne (Cawi – computer assisted web interviewing) du 11 au 13 Juillet 2016.

Les Français et le système scolaire

http://www.bva.fr/fr/sondages/les_francais_et_le_systeme_scolaire.html

Bva – Septembre 2016 - Orange – Presse régionale

Un sondage réalisé dans le cadre de pop 2017, la plateforme des opinions publiques

Le bilan du quinquennat de François Hollande dans le domaine éducatif est jugé négatif par 70 % des Français estimant que les réformes engagées depuis 2012 sont globalement négatives. Une opinion logiquement très répandue chez les sympathisants de droite (84 %) et du FN (79 %) mais également partagée par une partie des sympathisants de gauche, très divisés sur le sujet (48 % critiquent ces réformes, 51 % les approuvent). Notons également la perception très négative des parents d'enfants scolarisés (75 %).

Les Français jugent sévèrement le système scolaire

Invités à donner une note au système scolaire, les Français lui accordent tout juste la moyenne (10/20). Cette moyenne masque toutefois de réelles différences de perception : 19 % des interviewés se montrent particulièrement critiques et lui donnent une note inférieure ou égale à 6/20, tandis qu'à l'inverse, 22 % lui donnent une note supérieure ou égale à 14/20.

C'est surtout sur le collège et le lycée que les critiques se cristallisent

Si 80 % des interviewés considèrent que l'école maternelle fonctionne bien (58 % pour l'école élémentaire), les jugements deviennent majoritairement négatifs quand il s'agit de se prononcer sur l'enseignement secondaire et notamment sur le collège, particulièrement décrié : 65 % pensent qu'il fonctionne mal. Le jugement des parents de lycéens est encore plus sévère (74 %).

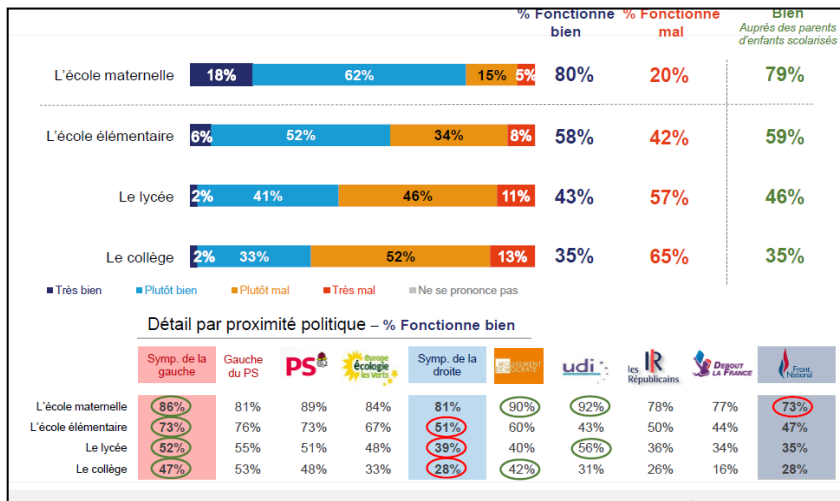
Une école censée être centrée sur la transmission des connaissances, mais également préparer à la vie professionnelle

Sans surprise, la transmission des connaissances est, pour une large partie des Français (70 %), la première priorité assignée à l'école, mais une majorité d'interviewés (52 %) considère que l'école doit préparer à la vie professionnelle et former des citoyens pour 35 % des interviewés, tandis que seuls 19 % pensent qu'elle doit contribuer à réduire les inégalités sociales. La majorité des Français (62 %) pense par ailleurs que l'école ne favorise pas la mobilité sociale. L'acquisition des savoirs fondamentaux reste le domaine d'action à développer prioritaire de l'école pour les Français (53 %). Cette question domine nettement le classement et relègue plus loin d'autres sujets, comme le contenu des programmes (36 %), la valorisation de l'enseignement professionnel (20 %), la défense de la laïcité (18 %), le nombre d'enseignants (15 %) ou la lutte contre le harcèlement scolaire (14 %). Enfin, si les Français semblent attentifs à l'affirmation de l'autorité des enseignants (27 %), ils sont nettement moins sensibles à la valorisation de leur statut (7 % considèrent que cela doit être une priorité).

S'ils devaient noter le système scolaire français, les Français lui donneraient tout juste la moyenne

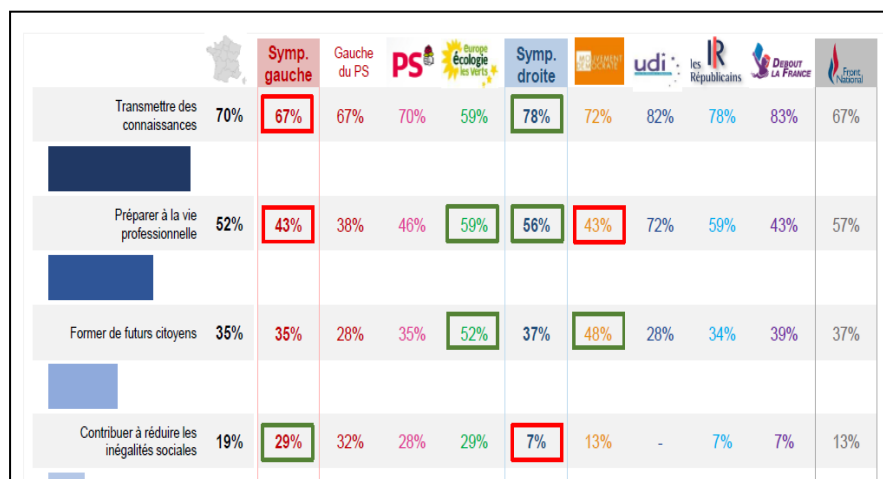
- Si vous deviez noter le système scolaire français, quelle note entre 0 et 20 lui donneriez-vous ?





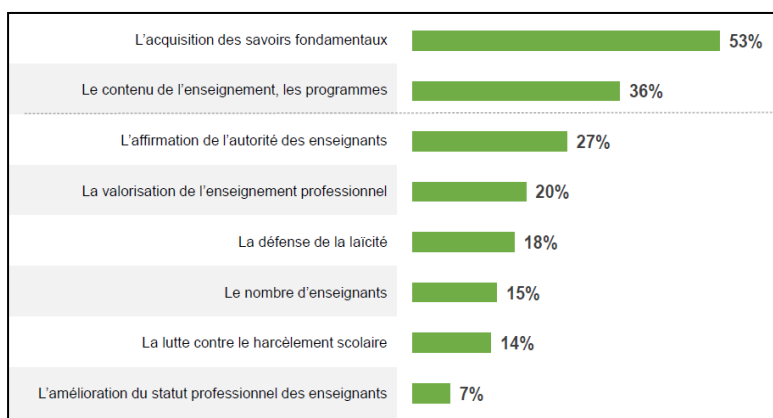
Selon une majorité de Français, l'école doit davantage transmettre des connaissances et préparer à la vie professionnelle, qu'à former de futurs citoyens et contribuer à réduire les inégalités sociales

- Selon vous, quelles devraient être les priorités de l'école ?

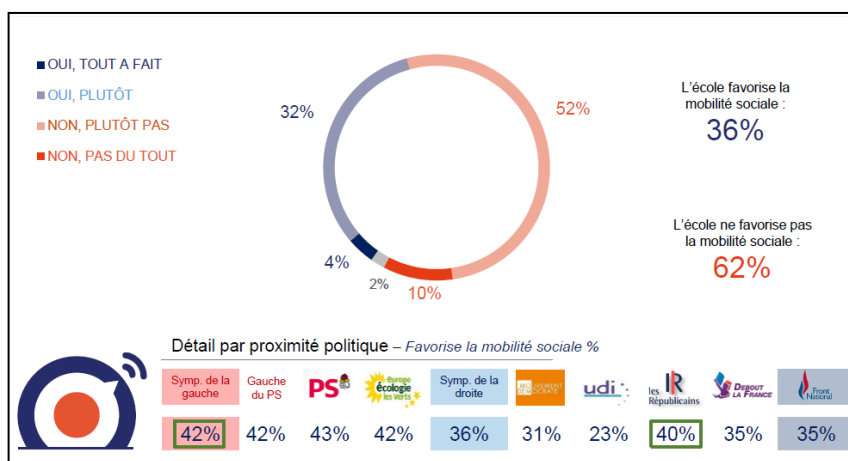
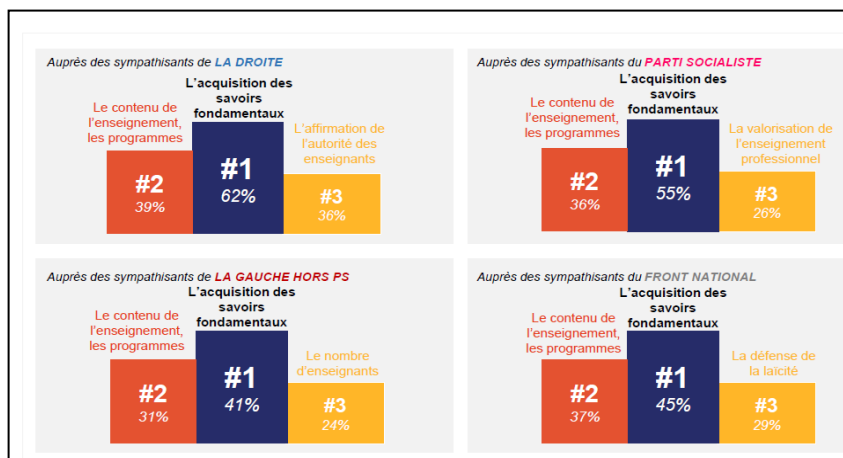


L'acquisition des savoirs fondamentaux ainsi que le contenu de l'enseignement et les programmes, principaux sujets sur lesquels il faudrait agir en priorité

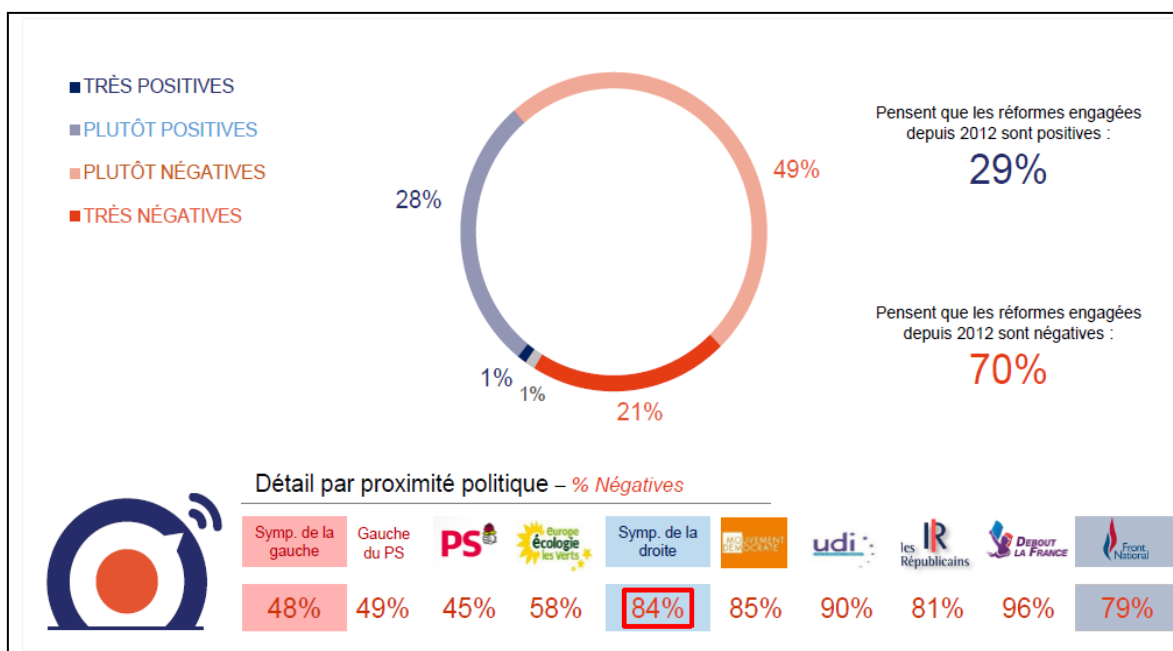
- Quels sont parmi les sujets suivants ceux sur lesquels il vous semble prioritaire d'agir dans le domaine scolaire ?



L'acquisition des savoirs fondamentaux ainsi que le contenu de l'enseignement et les programmes principaux sujets sur lesquels il faudrait agir en priorité Selon la proximité paysanne



	France	Symp. gauche	Gauche du PS	PS	Europe écologie les verts	Symp. droite	UDI	UDI	les Républicains	Debout LA FRANCE	Front National
L'acquisition des savoirs fondamentaux	53%	49%	44%	55%	37%	62%	61%	93%	56%	74%	45%
Le contenu de l'enseignement, les programmes	36%	34%	23%	36%	47%	39%	47%	32%	39%	31%	37%
L'affirmation de l'autorité des enseignants	27%	22%	20%	23%	20%	36%	22%	25%	40%	45%	28%
La valorisation de l'enseignement professionnel	20%	23%	18%	26%	24%	22%	20%	26%	24%	13%	16%
La défense de la laïcité	18%	18%	22%	17%	17%	11%	12%	8%	11%	15%	29%
Le nombre d'enseignants	15%	20%	30%	17%	11%	9%	10%	12%	9%	9%	14%
La lutte contre le harcèlement scolaires	14%	12%	12%	10%	17%	12%	7%	-	15%	10%	13%
L'amélioration du statut professionnel des enseignants	7%	11%	12%	8%	19%	4%	12%	3%	3%	-	5%



===== FICHE TECHNIQUE =====

Recueil : enquête Bva – Salesfore pour la presse régionale et orange réalisée par Internet du 9 au 11 Septembre 2016. Echantillon : représentatif de 1 000 Français âgés de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas appliquée aux variables suivantes : sexe, âge, profession de la personne de référence du ménage, région et catégorie d'agglomération.

=====